

présomptifs : le vrai, qui avait besoin de grandir, et celui qui exercerait l'intérim.

L'EMPEREUR YONGZHENG

Avec le recul, Yongzheng paraît ainsi avoir traversé le ciel impérial comme un météore, la mort l'enlevant au bout de treize ans (1723-1735) seulement, alors que Kangxi, lui, avait donc régné soixante ans et qu'il devait en être de même pour son petit-fils, Qianlong (reg. 1736-1796). De là à en tirer des symboles, ou la raison d'un oubli injuste, il n'y a qu'un pas que la mémoire collective franchit parfois. Et pourtant, la réalité est bien simple : quand il hérita de l'Empire, Yongzheng avait quarante-cinq ans. Quelle qu'elle fût, la longueur de son règne ne pouvait égaler celle de son père. De plus, il mourut à cinquante-huit ans, sans atteindre la soixantaine considérée, dans la tradition chinoise, comme la durée « normale » de la vie : une longévité que nombre de lettrés et de personnes vivant dans de bonnes conditions dépassaient facilement, mais que le commun des mortels désespérait souvent d'atteindre.

Ainsi, Yongzheng régna le temps moyen que sa propre chronologie lui laissait espérer. Et il fut rien moins qu'un intermède entre deux souverains infatigables et indéradiciables. Il exerça ce pouvoir qu'il aimait tant d'une poigne de fer et à telle enseigne que, déjà de son vivant, les accusations fusèrent d'avoir purement et simplement usurpé le trône, écartant ses frères plus âgés et mieux

placés. Il est bien connu que seul un des plus jeunes – le treizième fils de Kangxi –, Yunxiang (1686-1730), trouvait grâce à ses yeux, parce qu'il se montrait docile, fidèle, attentionné, et parce qu'une réelle affection liait les deux hommes. Le moins qu'on puisse dire est que Yongzheng, qui se dévoua pourtant corps et âme à sa tâche, ne fit pas l'unanimité chez ses collaborateurs.

Les récents dépouillements d'archives éclairent peu à peu sa psychologie. C'était une personnalité forte, mais angoissée, enfermée dans un réseau de convictions et de croyances plus ou moins superstitieuses, un personnage tenaillé par la méfiance et qui se laissait emporter par de violentes colères. Il redoutait comme la peste les factions et cabales que ne manquaient pas d'encourager, à l'occasion, les administrations et divers groupes de pression puissants à la cour. La bureaucratie officielle lui inspirait même une telle défiance qu'il finit par nourrir l'obsession de la court-circuiter, faisant traiter, en secret, les affaires par des éminences grises, des hommes liges dont il était sûr qu'ils ne le trahiraient pas. Ce gouvernement par le secret avait tout pour exaspérer les grands commis de l'État et certains n'hésitèrent pas à l'écrire. Ainsi fit Lü Liuliang, qui répandit un libelle dénonçant les nombreux crimes, parmi les plus odieux – fraticides et même un parricide –, qui jalonnaient à ses yeux l'ascension de Yongzheng.

L'affaire aurait pu rester ignorée, hors d'un cercle très étroit, si Yongzheng, fou furieux, n'avait persécuté sans mesure la famille de l'effronté et, surtout, rédigé de sa main une réfutation tatillonne de tous les griefs portés contre lui. Plus grave encore : il exigea que cette réfutation fût soumise, pour approbation et adhésion, à tous les

lettrés de l'Empire. C'est ainsi que de petits fonctionnaires provinciaux, vivant à mille lieues du soleil impérial et qui n'auraient jamais imaginé de telles horreurs, apprirent par la voie hiérarchique que l'empereur, pour certains, était un « usurpateur fratricide, sans doute parricide et, en tous cas, cupide, cruel et débauché ».

À l'inverse de Kangxi, Yongzheng eut aussi, dès le XVIII^e siècle, mauvaise presse chez les Occidentaux : les dévots ne lui pardonnèrent jamais de s'être aligné sur la politique de la fin du règne de Kangxi et d'avoir réitéré les interdictions de la prédication chrétienne, tout en ordonnant derechef l'expulsion des missionnaires (il leur reprochait d'avoir embrassé le parti de ses adversaires) – à l'exclusion des savants dont les talents pouvaient utilement servir l'Empire.

Les historiens chinois contemporains, cependant, ne risquant plus les terribles foudres impériales, accordent volontiers à Yongzheng des mérites dont ses proches contemporains virent surtout les inconvénients. Le premier de ces mérites est la fermeté. Il en fallait indéniablement pour mettre un peu d'ordre, indispensable, dans une fiscalité et dans une économie que son père, en fin de vie, n'avait plus contrôlées.

Comme Yongzheng connaissait la valeur de l'information, il voulait être bien renseigné par des hommes sûrs : il multiplia donc les mémoires secrets, selon un procédé déjà courant. Mais, alors que Kangxi n'eut jamais qu'une centaine d'honorables correspondants, Yongzheng, lui, en recruta plus de mille trois cents. Le chiffre, aussi énorme qu'il puisse paraître, n'a rien d'in vraisemblable : il faut le rapporter à l'immensité et à la complexité économique et politique de l'Empire. De plus, les archivistes

ont répertorié plus de trente-cinq mille documents apostillés de sa main, dont il avait donc pris connaissance personnellement (ce qui fait une moyenne, sur treize ans, de sept rapports par jour !). Assurément Yongzheng, comme Kangxi, était un travailleur boulimique.

C'est ce qui lui permit d'intervenir parfois très loin de la capitale et de rappeler ainsi, comme l'avait fait son père et comme le fera son fils, la toute-puissante compétence ainsi que la constante et nécessaire présence de l'État. En 1727, il manifesta, par exemple, beaucoup d'humeur contre les gouverneurs du Guangdong et du Guangxi, qui furent bien surpris de voir l'empereur mettre le nez dans leurs affaires : il venait d'apprendre que les responsables locaux et leurs collaborateurs favorisaient l'importation de grandes quantités de riz qu'ils faisaient acheter en Annam et au Siam. Renseignements pris, l'empereur découvrit que la situation était telle parce que les propriétaires des régions concernées donnaient de moins en moins de terre à la culture du riz, préférant développer d'autres activités qui échappaient aux prix imposés et aux réquisitions de l'administration. Bien des rizières avaient ainsi été transformées en étangs pour la pisciculture ou en champs de canne à sucre : autant de denrées qui échappaient, partiellement ou totalement, aux réquisitions de l'État. Quant aux terres à blé, on y plantait des mûriers, pour nourrir des myriades de vers à soie – la sériciculture, et notamment son commerce avec l'étranger, était en pleine expansion –, ou encore des arbres fruitiers : au Jiangnan, on savait déjà confire les fruits pour les conserver presque indéfiniment dès le IV^e siècle avant notre ère. Oranges et mandarines confites constituaient, elles aussi, la matière d'un excellent commerce.

Yongzheng, attaché à la lettre des principes confucéens, rappela donc que le riz et les céréales représentent la base de toute alimentation, la seule qui soit nécessaire à la vie, et que tout le reste n'est que gourmandise ou luxe accessoire, source d'une évasion monétaire intolérable.

Mais, en 1736, Yongzheng, au soulagement indéniable d'une partie de l'administration, s'en fut rejoindre ses ancêtres. Qianlong lui succéda : Kangxi gagnait enfin, à titre posthume, sa partie de billard dynastique.

L'EMPEREUR QIANLONG

Est-ce vraiment un paradoxe que de présenter d'abord un empereur en la personne qu'il souhaita, par-dessus tout, incarner : un protecteur éclairé des lettres ? Si le terme comporte en chinois, comme dans les autres langues, une connotation rhétorique, son sens global déborde largement les limites du mot français. Le *wen* chinois va bien au-delà des « belles-lettres » et englobe tout le champ du savoir ; celui-ci, en contrepoint, n'existe que dans la mesure où s'emploient, s'écrivent et se comprennent les « mots pour le dire ». Il ne faut donc pas s'étonner que Qianlong soit le poète le plus fécond d'une tradition lyrique chinoise pourtant longue – les anthologies regroupent quatre mille poèmes tracés de son précieux pinceau –, tout comme il est l'inspirateur et le commanditaire de la plus vaste encyclopédie – une spécialité nationale – que la Chine ait jamais connue.

UNE BIBLIOTHÈQUE IDÉALE

Fondée sur une collecte que l'empereur lança dès 1741 afin de rassembler matériaux littéraires et textes anciens, l'*Encyclopédie des quatre catégories* (*Siku quanshu*) nécessita le travail de trois cent soixante lettrés. Une fois la matière ramassée, ils œuvrèrent pendant dix ans (1772-1782) à collationner les textes, vérifier la transcription correcte des œuvres – certaines oubliées, voire jamais publiées – et surveiller le travail des quinze mille copistes attelés à la calligraphie. Cette énorme Encyclopédie devait rester en effet manuscrite – recopiée en sept exemplaires –, car elle était beaucoup trop volumineuse pour faire l'objet d'une édition imprimée, même en ayant recours au système de la xylogravure, habituel en Chine et peu coûteux.

Pourtant, et telle qu'elle se présente ainsi, calligraphiée ou finalement imprimée – seulement au XX^e siècle –, cette *Encyclopédie des quatre catégories* rendit et rend encore d'immenses services. Rassemblant de manière quasi exhaustive textes et fragments de textes antérieurs à 1770, elle sauva de la destruction bien des œuvres dont les originaux disparurent, emportés au fil des graves troubles qui secouèrent la Chine, de la révolte des Taïping (1850) à la tourmente des gardes rouges (1966-1976). Les lettrés de tous les pays en rendent grâce, aujourd'hui comme hier, à l'empereur Qianlong.

Ce n'est pas le fruit du hasard. Qianlong aima passionnément faire et refaire l'inventaire de son Empire, toujours émerveillé de ses beautés : en 1746 – un exemple parmi beaucoup d'autres –, il commanda un *Plan général de la capitale*. Quatre ans plus tard (1751), les peintres du

palais lui présentaient, dans le style descriptif et minutieux qu'il appréciait, un majestueux ensemble de cinquante et un rouleaux où demeures et jardins élégants s'ouvrent comme des fleurs dans la grisaille atone des quartiers populaires plus simplement esquissés.

Qianlong aimait ces images de bonheur, comme il appréciait aussi celle de ses cortèges, de ses chasses, de ses chevaux et même de ses chiens favoris, dont le célèbre père Castiglione – l'un des pères-peintres qui travaillaient aux ateliers du palais – lui fit la surprise vers 1750. Il aimait également les réalisations étourdissantes de ses missionnaires – architectes et missionnaires – jardiniers. Sur le terrain qu'il leur affecta, au palais d'Été de Pékin, ils lui bâtirent une incroyable résidence italianisante, en pierre de taille, avec tours de fenêtres et escaliers baroques, rocailles, fontaines et jardins de broderies végétales rythmées par des conifères en topiaire. Qui connaît le climat régnant en Chine du Nord – trop sec au printemps, trop chaud en été, trop froid en hiver – ne peut qu'admirer les trésors d'invention dépensés pour faire venir l'eau, acclimater des plantes européennes – essentiellement des graminées – et les marier en massifs élégants avec les chinoises. Aujourd'hui, il n'en reste que des ombres auxquelles les conservateurs du musée du Palais et un groupe d'architectes et d'archéologues européens essaient de redonner vie : c'est ce palais d'Été-là que les troupes britanniques et françaises saccagèrent en 1860, en représailles de la mort de plusieurs de leurs camarades.

Qianlong appréciait sincèrement ce genre d'œuvres, rassemblant les contraires d'une manière volontiers paradoxale, et cette passion ne saurait se réduire à une simple

manie exotique. Comme son grand-père Kangxi, et comme les premiers prêtres qui avaient découvert l'immensité de l'espace chinois au XVII^e siècle, Qianlong voulait affirmer la diversité dont l'Empire, à ses yeux, devait assurer l'heureuse symbiose. C'était là sa légitimation. Car Qianlong, le plus célèbre, en Occident, des empereurs « chinois », se voulait au-dessus des nationalités, s'affirmant fédérateur, créateur d'une synthèse nouvelle, jamais vue.

LES BANNIÈRES

Si Qianlong revendiqua ainsi sa qualité de rassembleur, il veilla pourtant, avec autant d'énergie qu'il en mettait à sauver l'héritage chinois ou à exploiter la technologie des chrétiens, à ce que son peuple des « bannières » ne perdît pas son identité.

Le système des bannières avait été institué pour organiser et contrôler les peuples non chinois vivant de l'élevage et donc ayant besoin de terres de pâturage. La « bannière » était l'organisation de base, groupe d'hommes en armes rassemblés autour d'une oriflamme (il y en avait huit, bordées ou non d'une autre couleur). Plusieurs bannières constituaient une « ligue ». Le système, étendu aux Mongols dès leur soumission en 1691, donnait à chaque non-Chinois, et notamment à chaque Mandchou, conscience d'une souche à laquelle il se rattachait, même de façon toute symbolique. La symbiose telle que la concevait Qianlong impliquait en effet que les différences de culture à culture soient certes dépassées, mais

en même temps restent bien marquées, afin de toujours pouvoir jouer leur rôle. C'est ainsi que les femmes mandchoues, par exemple, n'obtinrent jamais – ce dont elles se désespérèrent souvent – l'autorisation de se bander les pieds comme le faisaient les Chinoises. C'était un moyen comme un autre de rappeler leur appartenance aux bannières, au monde de la forêt, de la prairie et du cheval. C'était aussi une manière d'empêcher les mariages interethniques : un Chinois de bonne famille aurait certes pu épouser une Mandchoue bien née, mais jamais une femme aux « grands pieds ».

Du même esprit relevaient aussi ces étés que l'empereur passait régulièrement à Jehol, dans son palais bien nommé : « Où l'on évite la chaleur ». Raison climatique, certes. Mais il y en avait aussi une autre. C'était ici, dans ces terres où le champ le cède à la forêt, où le gibier remplace le riz ou le millet et la silhouette du chasseur celle de l'agriculteur, que Qianlong communiquait avec ses ancêtres et revigorait en lui des vertus que la sédentarité tendait à effacer.

UN EMPEREUR QUI VOIT TOUT

Des vertus, l'empereur, assurément, n'en manquait pas. C'était, comme son père, comme son grand-père, un bourreau de travail. Il porta, par exemple, à son plus haut point d'efficacité le système des audiences, qui lui permirent d'entretenir des rapports brefs mais directs avec une proportion importante de ses fonctionnaires.

Qu'est-ce qu'un mandarin ?

« 1581 : emprunté au portugais mandarin, altération d'après le verbe *mandar*, « mander, ordonner », du malais *mantari*, sanscrit *mantrin*, « conseiller d'État ». Nom donné [par les Occidentaux] à tous les hauts fonctionnaires civils et militaires de l'Empire chinois. »

« Mandarinat (1732) : 1. Charge, dignité de mandarin ; corps des mandarins. 2. Système d'épreuves, de concours pour accéder à la dignité de mandarin. »

Cf. le Grand Robert.

Tous, jusqu'au sixième rang inclus (en descendant une hiérarchie qui en comportait neuf), se voyaient un jour ou l'autre reçus par l'empereur qui, leur fiche personnelle en main, n'hésitait pas à y noter ses sentiments vis-à-vis de l'un ou l'autre. Ce contact direct renseignait le souverain sur la réalité humaine de son administration ; il décuplait aussi, chez les fonctionnaires, le goût du service et la loyauté au maître. Le système, finalement, constituait l'excellent support d'un absolutisme qui se voulait vertueux, humain et rationnel. Une curieuse affaire, récemment étudiée grâce à de nouveaux dépouillements d'archives, montre bien comment l'autorité sous-jacente mais appuyée de l'empereur et de ses hommes pouvait à l'occasion ériger un rempart contre l'irruption d'un irrationnel dangereux, au sein de groupes sociaux vivant dans des conditions simples, voire difficiles.

L'histoire secoua le Zhejiang en 1768. Le bruit courut alors qu'une armée de voleurs d'âmes infestait la région : des sortes de vampires qui ne buvaient pas le sang de

leurs victimes, mais s'approprièrent leurs souffles, et donc leur vie, en ce monde et même en l'autre. La rumeur prêtait aux sorciers mille stratagèmes, mais l'un revenait comme un leitmotiv : les voleurs coupaient subrepticement l'extrémité de la natte des hommes puis pratiquaient sur ce support les incantations maléfiques qui aboutissaient à la capture de l'âme. La question devint si sérieuse que partout les tribunaux, réunis à l'occasion de la session de printemps, croulèrent sous les procès intentés pour magie noire. Et le drame culmina le 21 juin quand la foule d'une petite ville lyncha un prétendu sorcier, coupeur et ensorceleur de « queues de cochon », puis brûla son cadavre. Un drame fascinant par son étrangeté, mais aussi un drame ordinaire, fruit amer d'une psychose collective difficile à comprendre et, plus encore, à maîtriser. C'est aussi, à nos yeux, un superbe cas d'école, illustrant bien les rapports complexes liant, au sein de l'administration, l'empereur au sous-préfet.

Dans les lieux mêmes où se passaient les faits, et dans les prétoires locaux, les magistrats se montrèrent généralement, comme les y autorisait le droit chinois, beaucoup plus sévères à l'égard des plaignants – ceux qui se prétendaient dépouillés de leur âme – qu'à l'égard des accusés. Deux raisons les poussaient en ce sens : un agnosticisme profond, intrinsèquement hostile à ces délires porteurs de tous les désordres, et aussi la vive crainte que ces comportements, mal perçus dans le milieu lettré, vinssent à être connus au-delà des limites de leur circonscription. Si cela se produisait, l'administration supérieure ne manquerait pas de voir dans cette hystérie collective l'effet d'un mauvais gouvernement, et les fonctionnaires locaux risquaient fort d'être sanctionnés et mutés. Tel fut bien

finalement le sens de l'intervention discrète mais ferme de l'empereur. Lorsqu'il apprit l'affaire, il pesa pour que l'insubordination cessât : non seulement celle des pauvres crédules qui affolaient les foules, mais aussi celle de ses fonctionnaires, qui cherchaient comme d'habitude à lui cacher les problèmes, afin de pouvoir mieux les résoudre à leur seule manière – ou les oublier –, sans en référer à l'autorité hiérarchique. La même implication directe des acteurs du pouvoir inspira la politique de Qianlong aux frontières. Oubliera-t-on que Qianlong fut celui par qui le Tibet se trouva officiellement, et définitivement jusqu'à nos jours, placé sous la coupe de la Chine (1751) ? La Dzoungarie suivit quelques années plus tard (1757), puis le Xinjiang (1759). Ainsi, la Chine retrouvait l'ampleur et les ouvertures vers l'Occident qui lui manquaient de temps immémorial : un millénaire. À l'activité commerciale des ports et des provinces de la côte orientale correspondit à nouveau une présence politique et militaire forte sur les glacis occidentaux. Plus que la fermeture pure et simple du pays, souvent mise en avant par les voyageurs étrangers qui en subissaient les indéniables et exaspérantes rigueurs, le gouvernement chinois s'assurait ainsi la maîtrise de l'accueil ou du refus de l'étranger, qu'il vienne par mer ou par terre.

FIN DE RÈGNE

Qianlong, pourtant, régna-t-il trop longtemps et faut-il considérer comme une malédiction une longévité

(quatre-vingt-cinq ans) notable pour l'époque, bien qu'elle ne fût pas exceptionnelle ? Les voyageurs et diplomates occidentaux qui étaient ses contemporains donnèrent de lui une image surannée et fragile, un tantinet ridicule : en l'espace d'une ou deux générations, voici que le « sage chinois » dont les jésuites, admirateurs de Kangxi puis de Qianlong jeune, avaient dressé le portrait céda la place au despote archaïque, vaniteux et hypocrite. L'ambassadeur britannique McCartney et son secrétaire John Barrow – auteur à succès d'un *Voyage en Chine* (première édition française, Paris, 1805), que devaient lire notamment Karl Marx et Max Weber, puis des célébrités *Révoltés du Bounty* (1831) – avaient dit tout crûment ce qu'ils voyaient de l'extérieur, sans s'embarrasser de subtilités psycho-sociologiques comme le faisaient les pères jésuites.

Ils racontèrent avoir rencontré un empereur très vieillissant, qui leur parut, comme le gouvernement qui l'entourait, soucieux d'abord d'un rituel à la fois ennuyeux, désuet et rassurant où alternaient cérémonies, longues sorties en cortège, divertissements infantiles. On peut épiloguer sans fin sur la validité de ces jugements à l'emporte-pièce. Il n'en reste pas moins qu'ils légitimèrent, aux yeux des Européens, des séries d'interventions de plus en plus musclées. Ils posent aussi une question primordiale : quel était l'impact de ce gouvernement-là sur le pays ?

Comme on peut l'imaginer, les apparences – mais ne sont-elles que cela ? – demeuraient splendides. Elles culminèrent en 1790, lors des fêtes qui marquèrent la 55^e année du règne en même temps que le 80^e anniversaire de l'empereur. Chaque province dépêcha à Pékin

ses meilleures troupes de théâtre : de la confrontation qui en résulta, devant la silhouette frêle du vieux souverain, passionné et ravi, devaient naître, au XIX^e siècle, les fameux opéras de Pékin. La réussite, cependant, ne valorisait pas seulement le monde des arts : deux ans plus tard, en 1792, l'armée chinoise obligeait le Népal à se reconnaître tributaire de la Chine.

Et pourtant ! l'année même où McCartney se présentait (1793) avec ses présents merveilleux et incongrus – dont un carrosse, très bien suspendu mais qui ne pouvait rouler en Chine faute de routes adéquates –, la secte du Lotus blanc, active une fois de plus malgré les interdictions, lança une violente insurrection dans l'Anhui, province pauvre où les effets des dépressions économiques se font presque toujours sentir plus tôt qu'ailleurs. Trois ans encore, et l'éblouissant Qianlong, devenu l'ombre de lui-même, disparaissait. L'Empire, comme s'il n'avait pas voulu gâcher prématurément la fin d'un règne béni du Ciel, se mit alors à bouger.

L'EMPEREUR JIAQING

En 1797, la vallée de la Han, au milieu de la Grande Plaine centrale, et celle de la Wei, autour de Xi'an, s'enflammèrent. L'empereur Jiaqing (reg. 1796-1820) et son gouvernement prirent bien leur temps avant de réagir. Ce n'était pas faute d'informations : la poste impériale des Qing fut, au XVIII^e siècle, peut-être la meilleure du monde, de l'observation même des voyageurs étrangers ;

elle assurait indéniablement et pour une large part la cohésion de l'État et la rapidité d'action du gouvernement. Mais existait-il une solution aux problèmes qui se posaient maintenant ?

Qianlong n'était pas mort depuis dix ans que les régions bordières de l'Empire commençaient à s'en dissocier, comme les Miao du Guizhou, par exemple – que Qianlong avait déjà durement fait rentrer dans le droit chemin trente ans plus tôt (1775). Les côtes, plus infestées de pirates que jamais, recevaient des visites étrangères de plus en plus nombreuses. En 1806, les vaisseaux russes de l'amiral balte von Krusenstern se présentèrent à Canton, insistant pour y faire du commerce. En 1808, ce fut le tour de la flotte de l'amiral anglais Drury ; ses navires venaient de subir des avanies en Annam, où les autorités avaient refusé tout autant sa cargaison d'opium que les missionnaires qu'il comptait débarquer. Les Chinois ne se montrant pas plus ouverts, et craignant pour la sécurité de ses bâtiments, Drury quitta très vite les eaux peu sûres de Canton. Voyant ces étrangers indésirables se retirer spontanément, les autorités chinoises exultèrent. Sans doute ne concevaient-elles ni le retour probable des intrus, ni l'apparition d'un fait culturel nouveau, bien qu'encore diffus : un divorce profond entre Chinois et Mandchous, une sorte d'impossibilité à poursuivre politiquement une greffe qui avait par ailleurs assez bien réussi sur le plan culturel. Mais les élites dirigeantes pouvaient-elles vraiment le comprendre ?

Il est facile, après coup, de voir des engrenages et d'y trouver des déterminismes.

*Lettre de Zheng Banqiao (1693-1765)
à son frère cadet*

« À mon avis, dans le monde, la première classe sociale ne peut être que celle des paysans... S'il n'y avait pas de paysans sur terre, tout le monde mourrait de faim.

Nous autres, les lettrés, si nous étions des fils pieux à la maison, des cadres respectueux au-dehors, si nous restions fidèles au passé pour en transmettre les leçons à la postérité, si, en cas de succès dans la carrière, nous dispensions nos bienfaits au peuple ou si, en cas d'échec, nous travaillions à faire de notre propre personne un modèle pour le monde, alors nous occuperions un rang plus élevé que les paysans. Mais la réalité est aujourd'hui tout autre. Dès que l'on tient un livre dans ses mains, on songe... à devenir fonctionnaire. On se demande comment rafler de l'argent, construire de grandes maisons, acheter d'immenses domaines... Ceux qui ne parviennent pas aux honneurs commettent leurs méfaits dans les villages et les hameaux : la mine chafouine et le museau pointu, ils sont encore pires que les autres. Des hommes qui s'imposent une discipline et aient le respect d'eux-mêmes, bien sûr il en existe aussi... Mais parce que les mauvais compromettent les bons, il n'est plus possible aux hommes de notre classe de faire entendre leur voix... »

Jean-Pierre Diény (éd. et trad.), *Zheng Banqiao : lettres familiales*, Fougères, Encre marine, 1996, lettre X.

Dans le flot de la vie, au sein d'une société qui n'est pas habituée à réfléchir sur la théorie des jeux ou celle des catastrophes, événements et faits sociaux peuvent souvent apparaître pour le contraire de ce qu'ils vont

devenir. Il faut prendre la mesure des événements en leur temps, et non au nôtre. En se fondant sur ce qui s'est passé après, beaucoup plus tard, ou même simplement à la fin du règne de Qianlong, les historiens, souvent, brouillent les cartes, montant en épingle, dès le milieu du XVIII^e siècle, les facteurs d'une évolution qui ne s'est faite vraiment qu'au XIX^e. C'est en ce sens que l'on interprète, par exemple, et après coup, la constitution (1761) de la société secrète – révolutionnaire par essence – du Ciel et de la Terre (*Tiandihui*), puis les soulèvements survenus au Hubei et au Sichuan en 1769. Bien malin qui, à l'époque, aurait pu y lire à coup sûr, avec un bon demi-siècle d'avance, les prémices d'une « révolte de fin de dynastie ».

PARADOXES DÉMOGRAPHIQUES

Prenez un autre exemple, celui de la démographie : en l'occurrence, ce que nous interprétons, nous, comme une vague de natalité galopante. À l'époque, et selon les vieux principes confucéens, elle pouvait indiquer, aussi et surtout, que le gouvernement jouait pleinement son rôle puisque la population s'accroissait. De plus, le phénomène n'était pas nouveau : les travaux récents font remonter au début des Qing, et même sous les Ming, l'explosion de la population. Celle-ci, en outre, avait pu être endiguée grâce à des solutions jugées d'autant meilleures qu'elles enrichissaient le pays : la colonisation de Taiwan par exemple. Essaimant à la périphérie de l'Empire, tout en gardant de

forts liens économiques et rituels avec leurs villages d'origine, ces colons et émigrés d'« outre-mer » étendaient judicieusement la présence chinoise hors de Chine, et cela sans coup férir, sans dol pour les peuples voisins – du moins les Chinois pouvaient-ils le percevoir ainsi.

DIFFICULTÉS ADMINISTRATIVES

Un autre élément, souvent désigné comme facteur évident de la décomposition de l'Empire, est la nature d'une administration promptement étiquetée comme incapable, bien que tentaculaire. Ici encore, des travaux récents, fondés sur le dépouillement d'archives inaccessibles il y a encore dix ans, révèlent une situation bien souvent contraire : l'administration aurait périclité faute de fonctionnaires. Le nombre de ceux-ci, en effet, restait à peu près le même qu'à l'époque des Song, alors que la population était passée de 100 millions d'habitants à 300 millions. Les fonctionnaires officiellement nommés ne pouvaient, dans ces conditions, venir à bout des multiples tâches qui leur incombaient ; il leur fallait se faire aider.

Ils embauchaient ainsi une foule de vacataires locaux qu'ils payaient sur leurs propres deniers, l'État se montrant par principe hostile à toute création de postes dont la multiplication avait toujours été considérée comme un mal par les gouvernements successifs. Mais le salaire d'un fonctionnaire, calculé seulement pour entretenir, dignement et sans luxe tapageur, la famille du titulaire,

n'autorisait en rien ces dépenses. Il fallait donc trouver l'argent autrement.

Encore à propos des mandarins

« – Les mandarins gouvernaient-ils la Chine prémoderne ?

– Leur nom l'indique.

– Mais leur nombre ? Quelque vingt mille fonctionnaires civils, pour la plupart à Pékin, dans les capitales provinciales ou sur les routes ; 400 millions de sujets environ à la fin du XIX^e siècle, lorsque le système a été abandonné : les mandarins gouvernaient beaucoup, ou alors les Chinois étaient bien peu gouvernés...

– On le dit parfois. Mais n'oubliez pas que la fonction publique venue d'en haut coiffait une administration locale qui descendait jusqu'aux quartiers des villes, jusqu'aux villages. Ainsi l'État Qing a-t-il pu encadrer la très forte progression démographique du XVIII^e siècle sans augmenter le nombre des fonctionnaires en proportion... N'oubliez pas non plus les nombreux "satellites" qui gravitaient autour de la bureaucratie...

– Réputation détestable, mais rôle essentiel... J'y ajouterais les amis personnels des fonctionnaires en titre... Les réseaux de relations personnelles palliaient les lacunes de la construction bureaucratique : belle illustration du pragmatisme d'un gouvernement "par les hommes" aux dépens du systématisme d'un "gouvernement par la loi" ... »

Yves Chevrier, « Ouverture en forme de dialogue », *Études chinoises*, vol. IX, n° 2, automne 1990, p. 7-8.

C'est cet « autrement » qui alimenta la corruption tant décriée et l'embroussaillage progressif de l'administration chinoise à la fin de l'Empire, selon le schéma suivant : un petit personnel subalterne local, non dénué du souci de s'enrichir, propose ses services au fonctionnaire nouvellement installé dans une circonscription qu'en principe il ne connaît pas ; s'il refuse, on lui rend la vie impossible. Le fonctionnaire fait alors vite ses comptes. Pour remplir sa tâche tout en garantissant sa survie, un indispensable train de vie représentatif de sa charge et le paiement des inévitables assistants, il ne lui reste qu'à solliciter habilement ses administrés, priés de lui verser en toute occasion commissions, pots-de-vin et cadeaux divers. Les esprits les plus intègres souffrirent indéniablement de ces coutumes ; mais si l'on en juge par l'interminable course aux charges officielles, âprement poursuivie jusqu'en 1905 – date de l'abolition du système des examens –, le jeu en valait tout de même la chandelle ou, du moins, nombre de familles le croyaient encore.

Il n'en demeure pas moins que, la poste impériale marchant ou non, il s'était créé, dès le règne de Qianlong, une impalpable mais dangereuse distance entre les provinces et le gouvernement. Comme le met très bien en lumière l'étude comparée des documents britanniques et chinois de la mission McCartney, les acteurs, à chaque relais de l'administration – peut-être parce que celle-ci était trop centralisée –, s'arrangeaient pour faire toujours entrer la réalité des faits dans les cadres doctrinaux de l'État.

Il serait sans doute injuste d'affirmer sans autre forme de procès que les fonctionnaires, bercés par leur seul

confort physique et intellectuel, ne voyaient pas les choses ou ne voulaient pas en entendre parler. Mais ils les voyaient sous un certain angle, en fonction de concepts normatifs : établis à partir d'une longue expérience, ces derniers s'enracinaient puissamment dans une réflexion déjà fort ancienne sur l'État, le droit et son application ; mais, de ce fait même, ils se trouvaient toujours en retard sur la vie en devenir. Encore une fois, l'évidence n'en apparaissait pas forcément aux contemporains, d'autant moins qu'il n'est pas facile de percevoir les vraies raisons des brutalités qui, d'un niveau et d'une génération à l'autre, se ressemblent.

RÉVOLTES

Lorsqu'en septembre 1813 un magistrat du Henan fit emprisonner un suspect nommé Li Wencheng pour cause de menées subversives, il pensait ordonner une simple opération de police : mettre hors d'état de nuire le chef d'une nouvelle secte, celle de la Raison céleste (*Tianlijiao*), surgen de la sulfureuse secte du Lotus blanc. Le malheureux officier responsable n'avait certes pas prévu qu'avant la fin du mois il y perdrait personnellement la vie, tandis que les insurgés libéreraient le prisonnier, puis se constitueraient en gouvernement insurrectionnel. Et encore moins que le mouvement gagnerait bientôt tout le Nord-Est chinois (Shandong, Hebei) puis que, la fureur nourrissant la fureur, une foule en armes finirait par marcher sur Pékin et pénétrer dans la Cité interdite.

Quiconque a traversé, ne serait-ce qu'une fois, le Palais impérial, s'étonne de son incroyable invulnérabilité. Comment rebelles et envahisseurs de tout poil ont-ils pu, si facilement et de manière si récurrente, parvenir au pied d'un trône en principe si bien gardé ? Les murs d'enceinte sont hauts, épais, multiples, protégeant des dédales de cours, avenues et ruelles où s'égarait aisément quiconque n'est pas un familier des lieux. Des plantons en armes veillaient à chacune des portes des enceintes intérieures. Celles-ci délimitaient des palais, des quartiers, des résidences habitées par des centaines, voire des milliers de personnes. La Cité interdite n'était pas, à l'époque, la belle endormie ou le décor touristique que nous parcourons aujourd'hui. C'était, à elle seule, une ville grouillante, vivant à son rythme propre, dans la capitale tentaculaire.

Il faut bien admettre pourtant que tout ce monde, innombrable, actif, mais cloisonné, compartimenté en cliques et groupes de pouvoir divers, s'égayait au moindre danger, chacun cherchant alors refuge dans ses propres réseaux de protection. Dans ces conditions, l'empereur se retrouvait vite bien seul, sauf s'il montrait lui-même une personnalité très forte garantissant en retour une certaine sûreté à ceux qui tentaient d'assurer la sienne.

Tel n'était sans doute pas le fait de Jiaqing. Une dizaine d'insurgés parvinrent jusqu'à lui, prêts à en découdre ; l'empereur ne dut la vie sauve qu'à la vigueur de son fils (le futur empereur Daoguang) qui les tua de sa main. Mais le retour à l'ordre fut long et difficile. Au sud-est, les provinces maritimes (Fujian, Zhejiang, Guangdong), depuis longtemps entraînées dans un réseau économique international dont la cour concevait mal les tenants et les

aboutissants, vivaient, de fait, en état d'insubordination permanente. Jiaqing en comprit-il les raisons avant de mourir sept ans plus tard (1820), en son palais de Jehol, emporté le lendemain même de son arrivée par une attaque que la chaleur et les fatigues du voyage avaient provoquée ? Il avait soixante et un an.

L'EMPEREUR DAOGUANG ET L'OPIUM

Son fils Daoguang (né en 1782 ; reg. 1821-1850) lui succéda. Il avait déjà montré son courage lors des terribles émeutes de 1813. Il lui en fallut plus encore pour attaquer de front la délicate question de l'opium. L'affaire mettait en cause, au-delà de la santé publique, des enjeux internes et internationaux fort complexes.

Un « effet thé » se produisit en effet à ce moment, comme survient parfois, en météorologie, un « effet papillon » – un papillon bat des ailes en Australie et la configuration des nuages se modifie jusqu'à des milliers de kilomètres de là. En termes clairs : si les Britanniques et, derrière eux, les Européens avaient moins aimé et recherché le thé, l'histoire de l'Extrême-Orient au XX^e siècle en eût peut-être été changée.

Les thés consommés en Europe au XVIII^e siècle étaient des thés chinois importés par l'East India Company. Le commerce en enrichit tellement cette dernière qu'elle finança la conquête de l'Inde, en prenant soin de compléter, certes, ses propres investissements par un emprunt fait à la couronne britannique. Mais la Compagnie comptait

rembourser aisément à la fois l'emprunt et la mise grâce aux gains réalisés dans le cadre d'un commerce triangulaire, ou « d'Inde en Inde », comme on disait à l'époque : depuis le début des années 1780, les Britanniques écoulèrent à Canton de grandes quantités de coton brut expédié de Calcutta, ainsi que divers filés indiens. L'argent produit par la vente du coton était aussitôt réinvesti dans l'achat de thé chinois transporté et revendu en Angleterre.

La machine bien huilée se grippa quand les Chinois s'avisèrent des énormes bénéfices ainsi réalisés par les Britanniques. Les économistes patriotes reprirent leurs arguments traditionnels contre les importations de produits étrangers, dénonçant l'évasion monétaire chinoise qui en résultait (finalement le thé, payé avec l'argent donné pour le coton, ne rapportait aucun bénéfice aux finances chinoises).

Ils prônèrent en revanche une politique d'intensification des échanges à l'intérieur de la Chine et ne tardèrent pas à suggérer une parade habile : il suffisait de vendre à Canton le coton bon marché produit en Chine du Nord. Ce coton chinois, transporté par cabotage au long des côtes, revenait moins cher que l'indien. L'idée était bonne : en peu de temps, les ventes de coton indien s'écroulèrent, au grand dam de l'East India Company. Non seulement la Compagnie connut nombre de difficultés pour rembourser son énorme dette, mais il lui manqua même de l'argent pour acheter du thé. De mois en mois, le système s'effritait. Ainsi naquit le projet de vendre massivement de l'opium dont les Chinois usaient à doses mesurées depuis qu'il avait été, dans le cadre du commerce international trans-Pacifique, importé régulièrement d'Amérique : un produit obtenu à partir du pavot,

aisé à cultiver en Inde, puis à transporter, et d'un rapport incomparable si l'on savait en favoriser la consommation. Comme on peut l'imaginer, les enjeux, divers et contradictoires, étaient si grands, pour les uns comme pour les autres, qu'ils ne pouvaient conduire qu'à l'affrontement.

L'empereur Daoguang prit la question à bras-le-corps. En décembre 1838, il nomma à Canton un certain Liu Zexu, avec tous pouvoirs pour mettre fin à la contrebande de l'opium. Un mois après, celui-ci demanda donc aux autorités marchandes (les *cohong*) de lui livrer les caisses de drogue conservées dans les entrepôts à quai, tout comme celles composant la cargaison des navires britanniques passant le goulet de l'entrée du port (Humen, la porte du Tigre). Dûment prévenu, le capitaine anglais Charles Elliot, *superintendent* résidant à Macao, s'en vint pour régler le problème. Les discussions commencèrent, interminables : en fait, elles ne pouvaient aboutir, les points de vue étant complètement inconciliables. Après de longues semaines de vaines discussions, d'échanges d'écritures et de finasseries diverses, Liu Zexu finit par sommer Elliot de déposer sur la plage de Humen, sans plus de délai, les caisses du litige : il y en avait au total 20 283 !

Elliot dut s'exécuter. Les caisses furent jetées dans deux grandes fosses de 150 m sur 50 m, puis recouvertes de saumure et de chaux. Il fallut ensuite trois semaines pour dénaturer et finalement brûler ces 2 000 tonnes de drogue dont, en dernier recours, on évacua les restes vers la mer. De plus, et dès lors, tout commerce avec la Grande-Bretagne fut officiellement suspendu.

La réponse de la Compagnie des Indes et de la

couronne britannique ne se fit pas attendre : ce fut la guerre de l'Opium (1840), que les Anglais gagnèrent sans difficulté majeure. Elle marqua non seulement les débuts de l'effondrement des Qing, mais aussi l'avènement d'un nouvel ordre mondial. La victoire britannique matérialisait en effet la réalité de rencontres nouvelles tant par les moyens mis en œuvre que par les hommes qui en étaient les acteurs.

Depuis deux millénaires, les gouvernements chinois successifs s'étaient accommodés ou avaient souffert d'un interminable jeu de bascule entre dominants et dominés, les Han se trouvant alternativement dans une situation ou dans l'autre face aux peuples de la périphérie – ceux que l'on appelle aujourd'hui les « minorités ethniques ».

LES ÉTRANGERS ENTRENT DANS LE JEU

La victoire militaire des Britanniques marqua l'entrée en scène de nouveaux compétiteurs, disposant de l'armement le plus sophistiqué de l'époque et faisant référence à un système de valeurs dont les dirigeants chinois ne connaissaient rien ou presque. Les Européens présents à la cour au XVIII^e siècle – un fait dont les Occidentaux exagèrent souvent la portée tant politique que culturelle – étaient en majorité latins et catholiques. Les vainqueurs de 1840 étaient anglo-saxons et protestants. De plus, le spectre de la faillite les poussait en avant ; autant dire qu'ils étaient mentalement infiniment mieux armés que leurs victimes, et même que leurs prédécesseurs. Ils

surent imposer le traité de Nankin (1842), qui leur ouvrit les meilleurs ports chinois, tandis qu'ils commençaient à s'installer en un lieu sublime et sauvage : Hong-Kong. Mais les changements ne faisaient que s'amorcer : deux ans plus tard (1844), les Américains et les Français réclamaient, usant des mêmes pressions militaires, des avantages commerciaux et politiques comparables : la Chine les leur accorda par les traités de Whampoa (autre site de l'estuaire de la rivière des Perles, au fond duquel se trouve Canton).

TROUBLES DE CONSCIENCE

Loin des côtes et des milieux officiels, les sujets de l'Empire, toutes catégories confondues, n'y comprenaient plus rien. Daoguang termina (1850) son règne difficile au moment précis où refaisait surface un sentiment oublié depuis un temps : celui du patriotisme antimandchou. Tous, grands et petits, accusaient la famille régnante de brader la Chine aux étrangers.

Le terrible « royaume céleste de la Grande Paix »

L'année même où mourut l'empereur, les paysans du Guangxi se soulevèrent ; ils allaient, disaient-ils, créer

enfin ici-bas le royaume céleste de la Grande Paix (*Taiping tianguo*). Ce fut peut-être la plus folle aventure que la Chine eût jamais connue, une des plus horribles aussi, sorte de rêve éveillé, tournant vite au cauchemar pour les acteurs ordinaires. Des vues sommaires, arrachées au christianisme, s'y fondaient aux vieux courants millénaristes et aux programmes sociaux de la secte du Lotus blanc. Le chef du mouvement, Hong Xiuquan (1813-1864), originaire du Guangdong, se disait inspiré par Jésus-Christ dont il se crut tout particulièrement béni. Il prônait la vie en communauté, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, et la redistribution des terres. Signe des temps : le mouvement fit rapidement tache d'huile. Parti donc du Guangxi en 1850, Hong Xiuquan prenait en mars 1853 Nankin, promue capitale du royaume de la Grande Paix, sur fond de feu et de massacres : deux armées, celle des Mandchous et celle des Taiping, se menaient une interminable guerre de poursuite. Tout le petit peuple de la Chine centrale errait par monts et par vaux, familles dispersées, hommes et femmes séparés, champs et maigres biens abandonnés, récoltes oubliées. L'heure n'était plus aux simples jacqueries. C'était une sorte de fin du monde, le signe même d'un écroulement dynastique.

Le temps, cependant – le mouvement dura quatorze ans –, et la confusion mentale de leur chef redonnèrent paradoxalement vie au gouvernement mandchou. Face à l'écroulement économique d'une nation déjà touchée dans son honneur et dans sa santé par la guerre de l'Opium, commerçants et propriétaires fonciers finirent par épauler les Mandchous, faute de pouvoir fonder rien de stable avec un illuminé comme Hong Xiuquan. Ils

sauvèrent les Qing, faute de mieux, et en attendant des jours meilleurs.

Les étrangers furent tentés un moment – eux aussi – de soutenir les Taiping. Mais ils entrèrent dans la danse, monnayant au plus fort leur rôle de gendarmes dans un monde en folie. Le plus actif en ce sens fut un Français, Alphonse de Bourboulon, qui voyait dans les Qing les protecteurs des catholiques, alors que Hong Xiuquan tirait son inspiration des prédications d'un pasteur protestant entendues dans sa jeunesse.

L'empereur Xianfeng

Plusieurs intérêts convergeant vers les Qing, l'empereur Xianfeng (reg. 1851-1861) put monter sur le trône. Mais il dut payer cette faveur par le traité de Tianjin (1858), puis laisser à son demi-frère le soin d'assurer l'application des fameux « traités inégaux » (1860), après que les troupes anglaises et françaises eurent mis à sac le palais d'Été : les puissances occidentales ripostaient ainsi contre l'arrestation du consul anglais de Canton, l'assassinat de treize Anglais et de huit Français, ainsi que les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre.

Vingt ans s'étaient écoulés depuis le temps où l'empereur croyait pouvoir faire solennellement détruire l'énorme vague de drogue qui, depuis Canton, menaçait de submerger la Chine.

LA FIN DE L'EMPIRE

DE TONGZHI (RÈGNE 1862-1875)
À GUANGXU (RÈGNE 1875-1908)

La presse humoristique anglaise est connue pour ne jamais mâcher ses mots ni épargner ses effets. L'actualité internationale de la seconde moitié du XIX^e siècle, marquant les débuts d'une mondialisation économique dont la réalité se fait sentir aujourd'hui, lui fournit à l'époque une source d'inspiration particulièrement riche et variée. Les *cartoonists* y puisèrent matière à des pamphlets politiques que leur crayon transformait aussitôt en pantalonnades grinçantes : l'ours russe, le lion britannique, l'aigle allemand et le coq gaulois se partageaient gaillardement la planète. Cette joyeuse – ou sinistre – ménagerie servit maintes fois, promenant allégrement ses pelages luisants et ses plumages ébouriffés au Moyen-Orient, en Afrique du Sud ou en Turquie. Mais on la retrouva aussi

devant une Chine en forme de gros gâteau, chacun délimitant sa portion sous l'œil vorace et frustré du seul humain de la farce, l'oncle Sam : il exigeait sa part avec d'autant plus d'autorité qu'il était plus grand, plus gros, et avait donc meilleur appétit que les autres. Ainsi peut-être se résumer, en quelques traits d'une plume trempée dans l'acide, les résultats de la guerre sino-russe (1880), puis franco-chinoise (1884) et enfin sino-japonaise (1895) : autant de défaites impériales conclues par d'importantes concessions chinoises aux étrangers.

Pour compliquer encore les choses, des crues du fleuve Jaune, catastrophiques, ravagèrent le Shandong et le Henan de 1887 à 1890. De tels drames s'inscrivent dans la configuration géologique et climatique même de la Chine, mais comment empêcher les esprits inquiets d'y lire des signes de fin dynastique ? Au Sichuan – terre originale, créative, source d'innombrables inventions et d'autant de révoltes –, une société secrète dite des Aînés et des Anciens (*Gelaohui*) n'eut aucun mal à drainer les mécontents. À la capitale, dans les milieux proches de la cour et du gouvernement, les patriotes se mirent à dénoncer l'influence néfaste d'une « femme de perdition » : Yehonala de son nom mandchou, universellement connue sous son nom d'impératrice, Cixi.

L'IMPÉRATRICE CIXI (TS'EU-HI)

Elle naquit le 29 novembre 1835. Elle était la fille d'un petit fonctionnaire mandchou, homme dont la carrière

s'arrêta net en 1853 : il fut renvoyé car, se trouvant en service dans l'Anhui au moment de l'avancée des Taiping, il avait quitté son poste puis disparu sans demander son reste. Dure malchance pour cet homme comme pour tant d'autres que les rêves de grande paix plongèrent dans la misère. Mais cette famille-là avait au moins un atout : la beauté de Yehonala qui lui permit d'entrer au harem impérial (1851), de s'y faire remarquer, de mettre au monde (1856) un garçon – fils de l'empereur Xianfeng –, de se hisser au rang de concubine impériale, et enfin de faire nommer l'enfant seul prince héritier (1861). C'est grâce à la maternité, selon la coutume du harem, que la jeune femme put devenir au long de sa vie d'abord impératrice en titre, puis régente et enfin impératrice douairière. Yehonala-Cixi montrait en effet beaucoup d'esprit, doublé d'une extrême habileté à mener des combats terribles et subtils dans le cadre du palais. Seul véritable maître du gouvernement à partir de 1875, elle ne lâcha le pouvoir que lorsque la mort le lui imposa en 1908. Mais, élevée dans le giron protecteur d'une maison lettrée, puis entrée à dix-sept ans dans le monde fermé de la cour, elle comprenait mal ce qui se passait au-dehors. De ce fait, et compte tenu de son indéniable emprise sur les souverains, elle devint vite la bête noire de tout ce que l'administration chinoise comptait d'esprits novateurs et patriotes.

Elle exerça en revanche une fascination durable sur les Occidentaux. Même s'ils n'étaient pas dupes de ses sourires, ces derniers succombaient, généralement, à l'attirance étrange de ce personnage d'un autre âge, qui semblait sortir tout droit d'un roman d'aventures exotiques. Le charme opère encore aujourd'hui à travers ses photos.

Visage lisse et régulier, tantôt aimablement souriant, tantôt emprunt d'une impérieuse et sévère dignité : le regard de Cixi, diffusant à la fois terreur, mondanités et tendresse, vit toujours dans chacune de ses images, rehaussé par l'étrangeté élégante de ses costumes, ses coiffures et ses protège-ongles extravagants. Personnage étrange, certes, mais cohérent : Cixi devait sa fulgurante réussite sociale au harem. Elle ne voulait – et sans doute ne pouvait – voir le monde qu'à travers cette institution à laquelle elle subordonnait tout. C'est ainsi que – si l'on en croit ses détracteurs – elle détourna (1888) l'argent du budget de la Marine, destiné à la modernisation urgentissime de la flotte chinoise, et engloutit tous ces précieux deniers dans l'édification du célèbre palais d'Été que le gouvernement actuel restaure à grands frais. C'était un choix d'autant plus contestable que les ministères, depuis 1880, menaient de louables efforts pour développer une industrie moderne, en créant arsenaux, chantiers navals et fonderies.

Mais transformer ainsi le pays et le gouvernement, c'était aussi transformer la cour. Se lancer dans les réformes profondes dont modernistes et étrangers criaient l'urgence ? Elle savait bien que tout changement entraînerait à plus ou moins brève échéance la disparition du milieu qu'elle maîtrisait si bien : ce vivier de femmes offertes qui choquait jusqu'au scandale la morale des puissances chrétiennes, toutes tendances confondues. Et puisque telle était la conséquence du changement, elle y fit barrage sa vie durant. Telle fut la trame bien simple sur laquelle se jouèrent les dernières années de l'Empire, secouées par la guerre irrémédiable que se livrèrent Cixi et son neveu Guangxu, coupable, aux yeux de sa tante, d'un impardonnable modernisme et atteint d'une dangereuse manie réformiste.

LES CENT JOURS DE RÉFORMES

Le drame se noua en 1898, au moment même où le transsibérien atteignait Irkoutsk. Cette année-là, Guangxu appuya de tout son crédit le chef de file d'un grand mouvement réformateur, Kang Youwei (1858-1927). L'idée force que défendait Kang Youwei était de conserver, voire de revigorer, un esprit national chinois, tout en prenant à l'Occident et au Japon de l'ère Meiji, en pleine industrialisation, ce qui faisait leur force : leurs armes et leur technologie. Et le temps pressait : les Allemands tenaient maintenant Qingdao, le meilleur port du Shandong ; ils s'y étaient installés l'année précédente (1897) sans aucune autorisation, déclarant simplement exercer de justes représailles en réponse aux exactions de la secte des Grands Couteaux qui s'en prenaient à leurs ressortissants. Dans un tel climat, personne n'avait pu empêcher les Britanniques de s'implanter, eux aussi, au Shandong, ni les Russes de coloniser Port-Arthur (Dalian), pour contrebalancer les Anglo-Saxons qui tenaient la côte. Et pendant ce temps, les Français commençaient (1898) à construire le chemin de fer du Yunnan pour rentrer dans le ventre-mou de la Chine, au Sichuan, au Guizhou, au Yunnan, et, de là, gagner le Tonkin et la mer, eux aussi.

Guangxu, fort des avis de Kang Youwei et de son ministre Li Hongzhang (1823-1901), lança les réformes le 10 juin 1898 avec, pour axe directionnel, la volonté d'aboutir par étapes à une forme d'empire libéral. L'exemple à suivre se trouvait au Japon, où la grande rénovation de Meiji (*Meiji isshin*), imposée par l'empereur et son groupe exactement trente ans plus tôt, commençait à porter

ses fruits, comme venait de le prouver la capitulation chinoise devant les armées japonaises (1895).

Cixi vécut cette aventure, au long de l'été, comme une atteinte personnelle et, bien sûr, ne resta pas inactive. Trois mois plus tard – le 7 septembre –, assurée de l'appui résolu des conservateurs rassemblés autour d'elle, elle déclara la destitution de Li Hongzhang. Les réformateurs, pris de court et sentant venir un retour de flamme qui, même temporaire, risquait de se montrer dévastateur, se replièrent d'urgence en des lieux où ils trouveraient compréhension et protection : les concessions étrangères, particulièrement Shanghai.

Ce choix, qui sauva indéniablement leurs vies et le mouvement, eut aussi un effet pervers : il tourna contre eux nombre de patriotes qui leur reprochèrent de lier désormais leur sort à la cause étrangère. L'empereur Guangxu le comprit ; il était urgent de réagir afin de rendre aux réformateurs leur crédibilité. Mais rien ne pourrait se faire tant que Cixi régnerait sur la cour. Guangxu, en tirant les conséquences, monta promptement un coup de force contre l'impératrice et son âme damnée du moment, qui était aussi son bras armé, le général mandchou Ronglu.

Guangxu cependant avait-il vraiment l'étoffe d'un comploteur ? Avait-il seulement prévu l'inévitable ? L'un de ses généraux et factotum en l'affaire, Yuan Shikai, alla tout raconter à Cixi. Un vent de panique enfla une fois de plus. Kang Youwei et son disciple, Liang Qichao (1873-1929), s'enfuirent au Japon. Et Guangxu se vit relégué et enfermé dans l'une des innombrables résidences et jardins du palais.

Ainsi la vieille impératrice restait, toujours, seule

maîtresse du terrain. Pour montrer sa magnanimité et sa compréhension des problèmes, elle déclara engager une « nouvelle politique » (*xinzheng*) : celle-ci consistait à reprendre un certain nombre des réformes prévues, tout en ménageant l'appareil traditionnel de la cour dont elle ne pouvait se passer. De l'extérieur, le gouvernement chinois semblait donc évoluer dans une indéniable continuité. Mais, dans son for intérieur, l'impératrice douairière nourrissait une rancune amère et tenace à l'égard de ceux qui jouaient, de fait, le rôle de ses ennemis personnels : les Occidentaux et les Japonais.

LES « POINGS DE LA SUPRÊME HARMONIE »

Lorsqu'en 1900 les Poings de la suprême harmonie – les Boxeurs – se lancèrent à l'assaut des légations qu'ils assiégèrent pendant cinquante-cinq jours, Cixi les encouragea. Elle admirait leur patriotisme, leur courage, et souhaitait secrètement leur triomphe qui imposerait le prompt enterrement des réformes.

Le résultat, cependant, fut au rebours de ses espérances : si les diplomates en poste tremblèrent plus d'une fois, si chaque camp perdit des vies, les puissances occidentales finirent par gagner la partie, ce qui leur permit d'imposer leur loi plus rudement que jamais. Et les réformistes retirèrent aux Mandchous le peu de confiance qu'ils leur gardaient encore. La dynastie des Qing était en train de disparaître sous leurs yeux, confisquée par cette incarnation de la cruauté et de la débauche dont les

Histoires dynastiques font apparaître périodiquement la silhouette quasidémoniaque : une femme.

Mais, comme tout être vivant, elle était fort heureusement mortelle. Elle rendit enfin l'âme, à peu près au même moment (1908) que Guangxu – malhabile champion du progrès – et sans que l'on puisse dire d'une manière sûre si la tante, dont la mort fut naturelle, accéléra véritablement le décès du neveu. Des consignes sont données aujourd'hui aux guides touristiques pour faire parler les lieux où le drame s'ébaucha. Fiction et réalité s'entremêlent ; il en naît un discours qui rend curieusement toute sa force au thème multiséculaire des maléfices féminins.

La scène se passe au bord de la grande pièce d'eau du palais d'Été, dans un dédale de petits pavillons traditionnellement amoureux restaurés : parois de briques et de bois laqué rouge, fenêtres ombragées d'élégants claustrats, toits de tuiles gris bleuté, jardins à la verdure contournée et poussiéreuse, réveillée de fleurs rares cultivées en pots. À l'exception de celle par laquelle passent les visiteurs, toutes les issues extérieures de la résidence, y compris les jolies baies qui s'ouvraient sur le lac, paraissent avoir été murées. Cixi en serait la cause, qui aurait profité d'un séjour de Guangxu en ces lieux pour l'y piéger, déclarant qu'il était devenu fou et qu'il fallait l'empêcher de nuire. Personne, dans l'entourage des deux acteurs du drame, ne prit le risque inutile de montrer trop de curiosité. Les jours, les semaines s'écoulèrent. Lorsque enfin Cixi prit des nouvelles de son cher neveu, on se serait aperçu que le malheureux était mort de faiblesse : une mort bien naturelle, accélérée par le manque de nourriture et, finalement, d'eau. Le Ciel, alors, se fâcha et Cixi dut, elle aussi,

rejoindre les Sources jaunes, cet austère royaume souterrain des morts où se retrouvent les défunts, réduits à leurs seules âmes lourdes.

Des réformes, enfin

La disparition de la vieille impératrice apporta un réel soulagement au parti réformiste, qui se mit enfin à la tâche avec une ardeur redoublée. Aussitôt, le gouvernement institua des conseils provinciaux élus par les notables et ceux-ci se réunirent dès l'année suivante (1909) ; à Shanghai, ils faisaient même campagne pour l'adoption d'une Constitution. En 1910, la cour tombait enfin d'accord sur le nom d'un nouvel empereur : ce fut Puyi, encore un enfant à l'époque, rendu célèbre depuis par la littérature et le cinéma. Mais ce choix d'incertitude, comme toutes les régences, mené de plus en sous-main par Yuan Shikai qui avait trahi les réformistes en 1898, pouvait-il véritablement incarner la nouveauté ? Et d'ailleurs fallait-il encore réformer ? Il était plutôt temps de changer. Depuis dix ans, déjà, d'autres idées politiques s'implantaient en Chine.

LA RÉPUBLIQUE

Le mouvement avait commencé vers 1900, depuis qu'un

jeune chrétien, étudiant en médecine de Canton, Sun Yat-sen, s'intéressait de près aux phénomènes révolutionnaires.

Reprenons donc le fil chronologique. Le 10 du dixième mois – le « double dix », comme on dit en chinois –, soit le 10 octobre 1911, la garnison de Wuchang (l'une des trois villes composant aujourd'hui l'énorme cité de Wuhan) se souleva. Elle se déclarait rebelle aux Qing et proclamait vouloir instituer un régime jamais expérimenté en Chine : la République. La garnison de Canton, patrie de Sun Yat-sen, suivit le mouvement. Les impériaux, comme on pouvait s'y attendre, réagirent vigoureusement ; ils reprirent même position à Wuchang, et l'espoir leur revint. Canton, toutefois, tint bon, tandis qu'un gouvernement républicain provisoire s'installait à Nankin. Le 1^{er} janvier 1912, Sun Yat-sen était nommé président de cette toute nouvelle République, officiellement proclamée ce jour, malgré les manœuvres désespérées de la cour pour survivre encore quelques semaines.

Conscients de la gravité de la situation, les Mandchous demandèrent en effet les bons offices de l'inusable Yuan Shikai. Mais, pour toute réponse, l'étrange homme fit assassiner le régent et exigea du jeune Puyi qu'il abdiquât en sa faveur. Ce fut chose faite le 12 février 1912 : ce jour-là fut celui de la disparition officielle des Qing.

Sun Yat-sen, alors, s'effaça poliment devant celui qui avait fait « tomber » les Qing : le 15 février, Yuan Shikai était élu président et demandait à l'Assemblée (provisoire), d'adopter, le 12 mars, une Constitution, tout aussi provisoire. Le 25 août (toujours en 1912), s'ouvrait enfin le congrès qui allait inaugurer en Chine une nouvelle ère, celle des partis : Sun Yat-sen lançait le Parti national (*Guomindang*), inspiré par et conçu d'après les modèles

occidentaux et japonais – ce fut le premier parti politique chinois moderne.

Il faut avouer cependant qu'à l'époque il rencontra fort peu d'échos et sa nature résolument moderne ne fut pas toujours comprise. Les conjurations et fraternités de l'ombre propres aux sociétés secrètes traditionnelles plongeaient aux triples sources de la foi religieuse – voire de la superstition –, du corporatisme et du régionalisme ; de ce fait, elles laissaient toujours une grande part à l'irrationnel. Le Parti national, lui, s'organisait en fonction d'une perception ethnique de la Chine.

Il rompait ainsi délibérément avec le schéma géographique tout autant qu'avec la symbiose culturelle obstinément prônée par les Qing depuis le début de leur mandat. Dans le noyau dur des idées de Sun Yat-sen figurait notamment une notion qui n'a cessé de se renforcer depuis : celle d'un peuple Han (*Han min*). C'était, à l'époque, un néologisme formé à partir du mot japonais de *minzoku*, lui-même inventé peu de temps auparavant pour traduire la notion européenne d'« ethnies ». Ainsi, l'idée était dans l'air du temps. Pour certains – et compte tenu de ses avatars au xx^e siècle –, elle peut apparaître comme une sorte de péché originel.

En Chine, elle connut un indéniable autant que durable succès pour deux raisons : d'une part, elle effaçait, autant que faire se pouvait, les vieux clivages psychiques et territoriaux entre Chine du Nord et Chine du Sud – exacerbés depuis les Song du Sud, combattus déjà par les empereurs Ming, et toujours plus visibles que jamais à la fin du xx^e siècle ; d'autre part, elle favorisait le rejet pur et simple de tous les corps étrangers : les Occidentaux, peut-être, mais surtout les Mandchous. Il y a plus :

aujourd'hui, alors que les prémices de la révolution de 1911 font, depuis une quinzaine d'années, l'objet d'une étude attentive, les dirigeants chinois vont chercher précisément dans cette notion d'ethnie les couleurs d'un nationalisme aux habits neufs.

Mais cette frénésie républicaine fut de courte durée. Quinze mois et quelques affrontements plus tard entre factions révolutionnaires régionales, Yuan Shikai déclarait le *Guomindang* dissous (4 novembre 1913).

Et puisqu'il venait d'être réélu président pour cinq ans (le 7 octobre 1913), il se crut, jusqu'à sa mort (le 6 juin 1916), investi de fait d'un nouveau mandat du Ciel. Sun Yat-sen, pour sa part, commençait à comprendre qu'il avait été floué.

Les historiens modernes ont souvent moqué Yuan Shikai, raillant sans pitié sa folie des grandeurs ; sans doute avaient-ils tort – encore que le personnage soit rien moins que sympathique. Toutes les dynasties, cependant, sont nées dans des conditions de confusion comparables. La véritable erreur – fatale – de Yuan Shikai fut, au-delà de ses trahisons et de ses turpitudes, de sous-estimer, et sans doute de ne jamais comprendre, ni les idées venues d'ailleurs, ni les transformations profondes que la Chine avait vécues depuis un siècle. Peut-être ne saisissait-il pas non plus que le destin du pays se jouait, depuis au moins deux siècles, bien davantage dans les régions que dans la très septentrionale capitale de Pékin.

Les murailles de la ville à peine franchies, voici que l'on entrait en effet dans un autre monde : un immense territoire où ne s'affirmait plus que l'autorité, fragmentaire et sans doute éphémère, mais brutale, des « seigneurs de la guerre ».

LE VRAI DÉBUT D'UNE FIN DÉFINITIVE

Les événements qui suivirent inspirèrent quelques-uns des meilleurs écrivains de l'Occident, de Victor Ségalen à André Malraux, dont l'œuvre – sous ses aspects inspirés par l'Extrême-Orient – connaît toujours un succès qui ne s'est jamais démenti. Les uns, comme Ségalen, brodèrent inlassablement sur le thème mélancolique et fascinant d'une interminable fin d'Empire. Ils décrivent avec un zeste de sadisme et d'esthétisme la décrépitude physique et morale conduisant inéluctablement les organismes au déclin, qu'il s'agisse d'un individu ou d'un corps social. Les autres, comme Malraux, crurent discerner, dans le sang et l'horreur des exécutions en série, l'aube de lendemains qui chantent.

Ni l'écriture, quand il s'agit de tels poètes, ni les idées ne sont anodines. Les unes et les autres firent entrer dans le patrimoine universel ce très proche passé chinois. Il nourrit toujours en nous espoirs et craintes : cette Chine récente, consciemment ou non, nous est tout sauf étrangère. Cela ne signifie pourtant pas que l'Orient et l'Occident vivent à l'unisson : d'événements traversés plus ou moins largement en commun, les Chinois et les autres ne gardent pas les mêmes souvenirs.

En Occident, peu d'esprits résistent-ils vraiment, fût-ce pour le condamner, au charme trouble des conflits de cultures qui marquèrent la première moitié du *xx^e* siècle ? Qui n'a rêvé, un jour – pour en glorifier l'aventure ou pour en fustiger l'injustice –, devant les vestiges des concessions étrangères, à Pékin, à Shanghai, à Wuhan ? Qui n'a ressenti un choc devant ces églises néo-gothiques en pur style

Histoire de la Chine

«troubadour», meurtries mais toujours debout, ces austères banques britanniques, opulentes jusque dans leur actuel dénuement, ces aimables maisons françaises, paisibles et bien carrées, tout droit inspirées d'une parisienne et résidentielle banlieue ?

Les Chinois, quant à eux, n'ont qu'une idée : broyer tout cela, en effacer les traces jusqu'à la dernière pierre. C'est pratiquement chose faite à peu près partout, n'était à Wuhan où résistent plus ou moins, à défaut des immeubles, quelques rangées de platanes : les Français en plantèrent là comme le faisait déjà la marquise de Sévigné dans son domaine des Rochers. Les facteurs, ingénieurs, instituteurs, employés des douanes, cabaretiers, magistrats, hommes d'affaires et planteurs des colonies en perpétuèrent la tradition, en Chine tout comme au Viêt-nam. Fragile héritage, et pourtant le seul que certains milieux chinois, attentifs à l'environnement, acceptent de garder, voire de développer aujourd'hui : ce principe de belles allées ombragées dont le réseau crée une sorte de filet chlorophyllien apte à contenir la pollution. Le reste est systématiquement détruit ou ne subsiste – pour combien de temps ? – que par hasard, pour cause, parfois, de solidité à toute épreuve, comme la petite caserne qui abritait, les pieds dans les eaux rouge brique du Yangzi, les fusiliers marins des canonnières françaises, cantonnés à Chongqing.

PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE : LA RÉPUBLIQUE

Les « seigneurs de la guerre » : le thème a fait florès dans la presse française, évoquant des figures à la fois vagues et terrifiantes, exotiques synthèses de paladins sortis tout droit d'une chanson de gestes et de malfrats échappés d'un film policier. La vérité, comme d'habitude, est autre, et plus simple. Ce que diplomates et correspondants français ont traduit par « seigneur de la guerre » est le terme anglais de *warlord* qui, lui-même, recouvrait des mots chinois désignant traditionnellement un gouverneur militaire, comme *dujun*, littéralement un « chef de région ». Et nul n'ignorait en Chine, pour l'avoir comme ailleurs amplement expérimenté de génération en génération, que le militaire est tout ce qu'il reste de l'État quand les structures du pouvoir normal – le pouvoir civil – s'effondrent : ce qui se produisit, précisément, en ce premier quart de xx^e siècle. Ainsi, d'un terroir à l'autre, les chefs des régions militaires se

retrouvèrent investis de responsabilités énormes, dépassant chaque jour plus largement le cadre des fonctions qu'ils assumaient habituellement. Au-dessus d'eux, il n'y avait plus rien : plus rien qu'un grand vide traduisant l'éclatement ou l'évanouissement de l'État traditionnel. Mais, ainsi qu'il est d'usage en de telles circonstances, chacun – autant que son voisin – prétendait pouvoir le combler. De fait, nul n'y parvint ; cependant beaucoup de ces redoutables candidats aux responsabilités suprêmes – en fait, chacun travaillait aussi et surtout pour soi – entrèrent déjà de leur vivant dans la légende du XX^e siècle.

Le plus célèbre fut Zhang Zuolin (1875-1928), qui régnait, ou prétendait imposer son autorité, sur le Nord de la Chine, terrain privilégié d'une intense activité japonaise tendant souvent à dépasser les limites de la simple diplomatie. Zhang Zuolin s'en accommodait plutôt bien, espérant précisément trouver auprès des Japonais le soutien nécessaire pour maintenir son influence en Mandchourie et dans le Liaoning. Il incarne ainsi excellemment l'ambiguïté de ces potentats – patriotes peut-être, à leur manière, mais aussi mercenaires, assurément –, puissants aux yeux des petites gens et soumis en fait au bon vouloir, amical et monnayé, des commanditaires étrangers. Ceux qui payèrent le mieux, pendant le premier quart du siècle, furent indéniablement les Japonais : non contents de financer Zhang Zuolin, ils tenaient aussi, par le nerf de la guerre, les deux maîtres de la Grande Plaine centrale, Duan Qirui (1865-1936) et Xu Shuzheng (1880-1925).

C'est seulement au sud du Yangzi que s'exerçaient influences et libéralités européennes : britanniques et,

dans une moindre mesure, françaises, au Yunnan. Quant aux Allemands, leur défaite de 1918 les mettait naturellement en mauvaise posture. À l'occasion, ces conflits d'intérêts, largement occidentaux dans leur essence, pouvaient aussi dégénérer – par seigneurs de la guerre interposés – en guerres chinoises : comme celle qui opposa (1921-1922) Zhang Zuolin, champion du Japon, à Wu Peifu, champion de la Grande-Bretagne. Mais, chez ces étranges chefs de régions, la corde nationale, généralement mise en sourdine, se remettait parfois à vibrer haut et fort.

En 1924, Zhang Zuolin fit ainsi partie de ceux qui, avec Duan Qirui, invitèrent Sun Yat-sen pour discuter de la situation du pays et tenter une alliance politico-militaire au service du nouveau régime. Les uns comme les autres des partenaires bouillonnaient de projets. Mais les difficultés surgirent du fait que l'étranger, par la force des choses, y tenait une grande place, et l'étranger japonais plus qu'aucun autre encore. Sun Yat-sen crut résoudre la question en proposant une sorte de grande alliance orientale qui unirait les efforts de la Chine, désormais républicaine, du Japon impérial et de la jeune Union soviétique communiste : incroyable patchwork diplomatique supposé faire pièce à l'influence et au poids économique des Occidentaux – Européens et Américains. Utopie boiteuse, où le patriote ne pouvait espérer soutenir son pays qu'avec l'argent et l'appui d'amis pour le moins peu sûrs : occasionnels dans le meilleur des cas (les Soviétiques) ou complètement intéressés (les Japonais) à la mainmise sur cette nation perdue, cherchant une liberté paradoxale.

Le Triple Démisme

« Dans son acception étroite, le Triple Démisme (*Sanminzhuyi*) est le titre donné par Sun Yat-sen à son dernier ouvrage, publié en 1924. De façon plus générale, on entend par Triple Démisme la doctrine politique que Sun n'a cessé d'élaborer pendant les deux dernières décennies de sa vie politique... Selon l'humeur, on peut trouver l'ouvrage éclectique... ou bâtard. La fierté culturelle chinoise s'y mêle à l'anti-impérialisme léniniste, la loi de Montesquieu côtoie les préceptes de Lincoln et le socialisme à la Henry George s'allie au marxisme et à la pensée utopique chinoise traditionnelle... L'ouvrage demeure fondamental ; en lui se cristallisent les interrogations, les ambitions, les idées qui ont nourri les principaux débats du premier quart de ce siècle. C'est à travers ce texte, devenu par la suite texte canonique, que plusieurs générations de Chinois se familiariseront avec la pensée politique moderne de leur pays. »

Marie-Claire Bergère, *Sun Yat-sen*, Paris, Fayard, 1994, p. 400-403.

Ainsi se créait et s'alimentait la fragilité de la si jeune République : tous les acteurs du nouveau pouvoir avaient, *volens nolens*, partie liée à des intérêts autres que chinois. C'était même la contradiction fondamentale qui animait un personnage aussi important que Sun Yat-sen lui-même : résolument favorable au Japon – où il avait toujours trouvé à la fois inspiration et refuge –, il était prêt à laisser l'Empire nippon s'installer aux portes de la Chine, et même sur son territoire, en échange de subsides et des appuis nécessaires à la révolution dont il voulait, évidemment,

demeurer le *leader*. Il en naquit une situation d'inextricable confusion.

Confusion dans les mentalités populaires : elle puisait sa source aux espoirs que la révolution russe de 1917 faisait naître peu à peu au cœur des déracinés, perdus dans les faubourgs et les usines des grandes villes, en pleine révolution industrielle. Confusion chez les hommes politiques, les administrateurs, les patriotes, choqués par les dispositions du traité de Versailles donnant au Japon tous les avantages et territoires acquis en Chine avant la guerre de 1914 par l'Allemagne. Confusion dans l'intelligentsia, tout juste électrisée par le célèbre mouvement du 4 mai 1919, véritable révolution culturelle avant la lettre : depuis ce jour, il fallait penser moderne, écrire de grands textes en langue parlée et non dans la langue savante des seuls lettrés, tourner le dos aux traditions qui avaient perdu la Chine, se reprendre en main, retrouver sa dignité nationale. Or celle-ci, inexorablement, passait par des alliances.

Mais qui pouvait faire pièce au Japon, attirant et redoutable, ou à la Grande-Bretagne ? Celle-ci, derrière son imposant décorum et son apparente sérénité, faisait la pluie et le beau temps et n'hésitait pas à imposer ses vues sans craindre d'avoir le moins du monde à les expliquer. Ainsi les Britanniques venaient-ils de chasser Sun Yat-sen comme un voleur, à peine élu (5 mai 1921) président d'une République locale de Canton. Sun et ses amis ne nourrissaient donc plus d'illusions. Ils les avaient toutes perdues.

Toutes, sauf une, d'autant plus vivace que les autres s'évanouissaient : l'Union soviétique, cette nouvelle nation qui venait de tourner le dos aux pays et aux

systèmes traditionnels d'Occident, se dressait comme un ultime recours. En 1923, Canton accueillit donc une mission soviétique, tandis qu'un jeune militaire chinois, formé au Japon, partait pour Moscou faire un stage dans l'Armée rouge : il s'appelait Jiang Jieshi (Chiang Kai-chek en cantonnais) et se trouvait être le propre beau-frère de Sun Yat-sen. L'année suivante fut réorganisé (janvier 1924) le Guomindang, à la fois populaire et nationaliste, comme son nom le dit bien en chinois : le premier parti politique chinois se coula ainsi dans un moule soviétique, y acquérant hiérarchisation, centralisation, lourdeur d'appareil et, par là même, une indéniable autonomie par rapport à ses créateurs. Un nouveau système présentant certes des inconvénients, mais sans doute nécessaire pour assurer la survie du parti en cas de disparition de son fondateur. Il était temps. Sun Yat-sen mourut à Pékin un peu plus d'un an plus tard (12 mars 1925).

MONDE OUVRIER, MONDE MARCHAND ET COMPRESSEUR JAPONAIS

L'action fuse alors de tous côtés. Le Parti communiste chinois (*Zhongguo gongchangdang*) naît à Shanghai, le 1^{er} juillet 1921. En 1927, les premières grèves en milieu ouvrier éclatent à Shanghai, où le modèle de la révolution d'Octobre s'est imprimé lentement dans l'esprit des meneurs. Mais Jiang Jieshi écrase la révolte et ce bain de sang rassure les investisseurs étrangers. Ils appuient Jiang Jieshi, qui vient de choisir son camp sur l'échiquier mondial : celui de l'anticommunisme actif, celui, en termes politico-économiques, des affaires et des banques.

En ce sens, Jiang Jieshi se montre vraiment révolutionnaire : à la philosophie agrarienne qui était celle de l'Empire depuis deux mille ans, il substitue celle du négoce qui avait failli plus d'une fois triompher (notamment sous les Song et sous les Ming), mais n'avait jamais réussi ni à supplanter la prééminence sociale et administrative des lettrés, ni à s'attirer durablement les bonnes grâces de ces derniers.

Émanation d'une riche bourgeoisie marchande qui ne demande qu'à s'intégrer toujours davantage aux échanges mondiaux, Jiang Jieshi devient ainsi bien plus qu'un simple « seigneur de la guerre », aux ambitions restreintes et stipendié à la petite semaine. Il est celui par qui, enfin, la modernisation de la Chine semble pouvoir se faire, effaçant la honte des humiliations imposées par les Mandchous, puis celle de leur disparition sans gloire. Un tel choix, cependant, avait un corollaire : il fallait exterminer les « bandits communistes » qu'inspirait le « mauvais » côté de la planète. Le bouillant général s'y attela d'enthousiasme, au nom de la pure tradition confucéenne chinoise et avec la brutalité qui marqua aussi, à l'époque et pour des raisons parfois comparables, la vie politique d'un certain nombre de pays européens. Mais, de la normalisation au retour à l'anarchie dont les excès justifiaient la première, il n'y a parfois qu'un pas.

La fragilisation de la Chine et l'incertitude du succès de ses choix confortaient certaines minorités dans leurs désirs d'indépendance : en 1928, l'année même où Jiang Jieshi occupait Pékin (déchue de son rôle de capitale et rebaptisée Beiping, la « Paix du Nord »), les musulmans du Gansu se révoltaient. Jiang Jieshi se trouvait pourtant et restera jusqu'à l'invasion japonaise (1937) l'homme

fort de la Chine, celui du régime dit de Nankin (1927-1937), du nom de la nouvelle capitale où il installa, aussi, son quartier général. Entre-temps, cependant – et bien que peu d'observateurs s'en soient vraiment avisés –, l'équilibre mondial commençait à vaciller.

LA MENACE JAPONAISE

Personne ne saura jamais vraiment estimer à long terme le coût fabuleux d'évolutions imposées d'en haut : des réformes généralement indispensables et courageuses, mais trop radicales et trop rapides. Telle est peut-être la morale à tirer de cet extraordinaire bouleversement que fut au Japon la rénovation de Meiji (1868), dont les réformateurs chinois se réclamaient à la fin du XIX^e siècle. Dans l'archipel, trois générations, au moins, en payèrent le prix nécessaire et exorbitant.

Une fois épuisées les péroraisons de mise sur les dévoiements d'un esprit militaire mal compris, il faut en effet bien admettre le rôle joué par une crise économique abyssale dans la montée, durant la première moitié du XX^e siècle, du tristement célèbre militarisme japonais, étroit d'esprit et violent jusqu'au paroxysme. Pour résumer, disons que, faute de savoir trouver de meilleures idées, un certain nombre de chefs nippons virent dans la conquête de tout ou partie de la Chine la solution aux principaux problèmes économiques et sociaux qui se posaient au Japon depuis la fin du XIX^e siècle. Cela commença en 1931 par un coup de main auquel la presse

donna le nom, demeuré célèbre, d'incident de Mandchourie : il préluda à l'occupation des provinces du Nord-Est (1932), d'où purent, finalement, être menés quelques années plus tard (1937) la prise de Beiping (Pékin) ainsi que le bombardement puis l'occupation de Shanghai par les troupes japonaises. Nankin subit le même sort en décembre 1937. Ainsi, la Seconde Guerre mondiale commença, en Extrême-Asie, deux ans plus tôt qu'ailleurs.

LE GOUVERNEMENT DE REPLI

Devant ce désastre tout à la fois prévisible et imprévu, et conformément au vieux schéma des replis dynastiques, le gouvernement du Guomindang se réfugia d'abord vers Hankou (constituant un secteur de l'actuelle ville de Wuhan), puis au Sichuan, à Chongqing. Cette solution avait de nombreuses fois prouvé son efficacité stratégique et politique ; mais voici qu'en plein xx^e siècle elle montrait maintenant ses limites, dans le cadre d'une économie moderne, largement dépendante des régions côtières et de l'étranger. Certes, les richesses agraires et minières du Sichuan existaient toujours, mais les capitaux et la Bourse se trouvaient désormais à Shanghai ou à Hong-Kong ; or les Japonais venaient de réduire la première à merci, et la seconde appartenait à la couronne britannique. Le gouvernement nationaliste chinois se voyait donc plus que jamais tributaire, pour assurer sa survie, du bon vouloir international : de la Grande-Bretagne, de la France, des

États-Unis et même de l'Union soviétique – toujours désireuse de contrer l'impérialisme japonais qui menaçait la Sibérie.

Jiang Jieshi crut pourtant tenir son salut quand survint le drame de Pearl Harbor (7 décembre 1941) : les États-Unis ne pouvaient laisser le Japon régner seul sur les pays du Pacifique. Et quatre longues années plus tard, la capitulation du Japon (1945) apparaissait, de Chongqing, comme la victoire des nationalistes qui avaient porté la Chine, sur la scène internationale, au rang de « cinquième grand ». La situation intérieure, cependant, commençait à se révéler beaucoup plus complexe qu'elle ne le parut à première vue à beaucoup d'observateurs : quoi qu'aient pu en penser les idéologues, l'alliance entre libéraux – États-Unis et Guomindang – demeurait fragile. C'était l'ère des leurres, de la guerre psychologique et des coups de théâtre. Pour comprendre, il faut maintenant remonter quelque peu les années et reprendre le cours des événements au lendemain de la mort de Sun Yat-sen.

MAO ENTRE EN SCÈNE

1927 : ce n'est pas un hasard si Jiang Jieshi mit tant d'énergie à écraser la révolte des ouvriers de Shanghai, ni pure passion vampirique s'il décapita aussi sauvagement leur mouvement, entraînant par là divisions et protestations dans les rangs mêmes de ses amis. Rien ne légitime jamais un homicide, mais quelques circonstances en expliquent parfois le scandaleux engrenage ; il semble

bien qu'un tel mécanisme se mit en branle dès la seconde moitié des années 20.

Déjà un an avant que les Japonais ne débarquent au Shandong, Staline tentait (depuis 1926) d'influer sur les destinées du Guomindang, nouvellement réformé, comme on sait, et modelé selon des principes soviétiques. Jiang Jieshi, ayant choisi le clan adverse, riposta sans attendre en excluant les communistes des postes de direction du parti. Staline en prit bonne note et pesa de plus belle sur la Chine : de premiers soviets chinois se constituèrent (1927) comme par enchantement dans les monts Jinggang, région reculée et sauvage, aux confins du Hunan et du Jiangxi. Quand l'information parvint à Jiang Jieshi, il répliqua en marchant sur Pékin, où il fit exécuter une trentaine de personnalités et de meneurs communistes. Trois « inconnus » appelés à un grand avenir parvinrent pourtant à lui échapper et coururent se réfugier précisément dans les monts Jinggang : Mao Zedong, Zhu De et Lin Biao. À partir de 1929, ils y inspirèrent et animèrent une république soviétique.

Choc en retour : les nationalistes lancèrent alors une grande campagne d'encerclement de la zone soviétisée du Jiangxi, à telle enseigne qu'en 1934 la situation était devenue intenable pour les communistes. Ces derniers décidèrent alors de se replier vers des terrains plus propices à la résistance, d'où ils pourraient lancer de véritables actions de guérilla : ainsi commença (1934) la Longue Marche (*changzheng*). Elle dura une année et allait inspirer quarante ans d'imagerie officielle héroïque. L'année suivante, en 1935, les survivants du Jiangxi, épuisés et décimés par la guerre et les privations, parvenaient à s'installer en lieu sûr, au nord du Shaanxi, en une terre

déshéritée d'où il était difficile de les déloger. Deux ans encore passèrent (1937) et ils fondaient à Yan'an – aux confins des trois provinces du Shaanxi, du Ningxia et du Gansu – une nouvelle zone dite « soviétique ».

Mao et ses hommes se vantaient d'avoir entre-temps mis la main sur Jiang Jieshi (6 décembre 1936) à Xi'an et de l'avoir obligé à tourner son énergie contre l'armée japonaise, au lieu de poursuivre des compatriotes. L'épisode fait partie, depuis 1949, de l'iconographie courante de la Chine populaire : on montre toujours aux touristes, venus visiter les thermes de la belle dame Yang qui accepta de mourir (755) pour sauver l'empereur Xuanzong, la modeste et sinistre chambrette d'où Jiang Jieshi s'enfuit, en sautant par la fenêtre vêtu d'un simple caleçon, pour échapper à ses poursuivants communistes. Montées en épingle sous la forme d'une farce par les uns, étouffées par les autres, les circonstances de l'incident restent peu claires. Mais les conséquences s'en firent sentir à très longue portée. La situation qui en résulta fut, au bout de quelques mois, celle d'une guerre totale, où s'imbriquaient étroitement motifs patriotiques et idéologiques.

LA RÉSISTANCE AU JAPON

En 1938, les nationalistes, pour contrer l'avance japonaise, ouvrirent des brèches dans les digues (par nature déjà peu sûres) du fleuve Jaune : les eaux déferlèrent vers le cours moyen de la rivière Huai, noyant un bon tiers de

la Grande Plaine centrale. Toutes ces morts et toutes ces peines endurées par une population civile en déroute n'empêchèrent pourtant pas les Japonais d'occuper Hankou (actuellement Wuhan), puis Canton, ni les nationalistes de lancer une grande offensive contre les bases communistes du Nord-Ouest.

Un an plus tard, les Japonais prenaient la grande île de Hainan, au sud de la Chine. Quelques mois encore, et toute la face maritime du continent eurasiatique était à eux : ils installaient à Nankin un gouvernement à leur solde (sous l'égide de Wang Jingwei, qui mourra en 1944) et prenaient pied au Viêt-nam, bousculant sans ménagement les Français. Moins de deux ans plus tard, enfin, ils contrôlaient la Birmanie et coupaient la route qui la relie à la Chine. La suite appartient à l'histoire universelle.

SUCCÈS NATIONALISTES ET VICTOIRE COMMUNISTE

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les positions des grandes puissances qui refirent le monde étaient cependant rien moins que claires. Le « libéral » Jiang Jieshi n'apparaissait pas à tous les observateurs américains comme un allié de bon aloi, ni moralement, ni même d'un point de vue stratégique. En fait, la diplomatie américaine souhaitait plutôt un « front uni », préluant à la création d'un gouvernement de coalition où chaque partenaire politique aurait sa place.

Mais ni les communistes ni Jiang Jieshi ne l'entendaient

Histoire de la Chine

sans doute de cette oreille. En 1947, Jiang récupérait Nankin et, surtout, Yan'an, le repaire occidental des communistes ; puis, l'année suivante, il était élu président de la République (1948). Mais voici qu'au même moment l'Armée populaire de libération reprenait pied au site symbolique de Yan'an. Et la même année, toujours, comme si le Ciel s'en mêlait – une association d'idées inepte à nos yeux, mais les plus âgés ne manquaient pas de la faire –, le fleuve Jaune déviait de son cours principal au sud du Shandong : il retrouvait son ancien lit, celui de 1855, 500 km plus au nord. Ainsi, les cartes changeaient constamment de mains, tandis que commençait à se dessiner un nouveau partage du monde chinois en deux zones : au nord et en Mandchourie, en des terres proches de l'Union soviétique, s'affirmait l'influence communiste ; pendant ce temps, les Américains renforçaient la leur sur le pourtour du Pacifique.

Au début de 1949, l'Armée chinoise populaire, descendue de Yan'an, parvint à faire basculer toute la Chine du Nord sous son contrôle ; quelques mois plus tard, elle franchissait le Yangzi, puis occupait Shanghai et Nankin. Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclamait à Pékin la fondation de la République populaire de Chine. Jiang Jieshi et son gouvernement se repliaient à Taiwan. Les Américains n'avaient pas essayé outre mesure de lui sauver la mise.

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le 1^{er} octobre 1949, les positions s'immobilisèrent de part et d'autre du détroit de Formose. Pour une large part, leur configuration n'a toujours pas changé. Chaque territoire, ou chaque pan, de la Chine – l'immense et le minuscule, celui des communistes et celui des nationalistes – liait son sort à l'un des deux plus puissants vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Jiang Jieshi et les milliers de familles réfugiées à Taiwan se tournèrent vers les États-Unis. Ils trouvèrent protection d'abord auprès du général MacArthur et de la VII^e flotte américaine puis, dans le cadre de l'OTASE, par un pacte défensif passé (1954) entre les États-Unis et la toute jeune République de Chine – Republic of China, la « ROC ». Les dirigeants de Pékin avaient signé (1950), de leur côté, un traité d'alliance avec l'Union soviétique.

En Chine continentale, ce fut, jusqu'en 1955, la belle époque du communisme classique. Pas une cérémonie qui n'y célébrât l'alliance sino-soviétique, sur fond de guerre

froide, qui pouvait aussi dégénérer en guerre ouverte, comme cela se produisit en Corée (juin 1950-novembre 1953). À l'intérieur même du continent chinois, s'effectuait un important travail de mise au pas : l'Armée populaire entraît au Tibet (1951) ; Pékin lançait la première grande campagne de suppression des contre-révolutionnaires, puis se tournait vers l'action économique, désormais planifiée. Le premier plan quinquennal fut mis en place en 1953. Les techniciens russes, omniprésents, faisaient tourner les usines et les machines. De grosses difficultés ne s'en profilaient pas moins à l'horizon. Le gouvernement réagit en lançant (1954) la première campagne de contrôle des naissances, puis une autre contre les intellectuels jugés déviationnistes.

En 1955, la conférence afro-asiatique de Bandung suggéra aux dirigeants de Pékin l'essai d'une autre politique qui leur permettrait de s'intégrer au monde tout en échappant au « grand frère » soviétique. Il faut dire que celui-ci, depuis la mort de Staline (5 mars 1953), était en crise. Ainsi commença un long essai de politique tiers-mondiste. La Chine populaire se situait elle-même dans les pays en voie de développement, mais se posait aussi en modèle, se disant avec fierté capable de se débrouiller par ses seules forces, sans appui extérieur. Cette conviction et cette énergie-là lui permettaient d'aller porter assistance et conseils à plus malheureux qu'elle, avec l'espoir d'y construire aussi les fondements d'une puissance future. Ainsi s'explique, par exemple, l'active politique africaine de la Chine. Elle la poursuivit jusqu'à la fin des années 70, c'est-à-dire jusqu'au moment où la décision des réformes et de l'ouverture à l'économie de marché inaugura une nouvelle ère : celle de l'implication profonde du pays

dans l'économie mondiale, sans s'occuper davantage, sur le plan international, de stratégie idéologique.

Communisme orthodoxe, tiers-mondisme, capitalisme sauvage : vue de l'extérieur, la politique chinoise, regardée sur presque un demi-siècle, apparaît avant tout, et à moyen terme, comme pragmatique et fondée sur une pratique volontariste de l'expérience ; lorsque cette dernière n'est pas, ou n'est plus convaincante, le gouvernement l'abandonne aussi promptement qu'il l'avait mise en place. Vue sous cet angle, la position de Pékin, empreinte d'une sorte de sagesse de « père de famille », semble rien moins qu'immobiliste, malgré les apparences et les réalités administratives quotidiennes auxquelles se heurtent les hommes d'affaires de toutes nationalités.

Mais à l'intérieur, quelle démesure ! Car rien ne se passa en Chine populaire, de 1956 à 1976, qui fût dissocié de la personne et de la psychologie de Mao Zedong. Pendant vingt ans, le pays vécut au rythme des difficultés personnelles qu'il rencontrait, de ses convictions, de ses erreurs, de ses folies, de ses passions.

Ce fut, à l'origine, un bon élève de l'Union soviétique dont il suivit fidèlement les soubresauts. En 1956-1957, il emboucha donc, lui aussi, les trompettes de la déstalinisation et lança, pour être dans le vent, la campagne dite des Cent fleurs. Le terme, emprunté aux historiographes chinois traditionnels, faisait référence aux multiples écoles philosophiques qui eurent pignon sur rue dans l'Antiquité, au long des siècles qui précédèrent immédiatement la fondation de l'Empire. L'idée sous-tendant officiellement le projet était que chacun devait s'exprimer, dire les critiques qu'il jugeait nécessaires, faire des propositions : le gouvernement s'en servirait pour améliorer son

action et accomplir les réformes nécessaires. En fait, Mao et ses hommes voulaient simplement inciter les opposants à parler pour mieux les connaître, mesurer l'ampleur de la contestation et la tuer dans l'œuf. Le projet réussit au-delà de l'espérance de ses concepteurs, qui usèrent et abusèrent allégrement de la méthode : relançant périodiquement des campagnes antidroitnières, ils enfermaient les individus hostiles au régime (ou supposés tels) dans des camps. En l'espace de trente ans, de 1949 à 1979, au moins 20 millions de prisonniers firent ainsi l'expérience amère, et le plus souvent dramatique, de la « réforme par le travail » (*laogai*) et de la « rééducation par le travail » (*laojia*).

Non content d'agir en maître penseur et d'éradiquer physiquement l'opposition, Mao tenta aussi de se poser en économiste. Il déclarait avoir inventé une nouvelle théorie : jusqu'à la disparition du Grand Timonier, ses thuriféraires enseignèrent dans le monde entier comment il avait su adapter aux campagnes chinoises, et en plein XX^e siècle, les définitions marxistes des prolétariats et sous-prolétariats urbains imaginées dans le cadre de l'industrialisation européenne du XIX^e siècle.

La première manifestation concrète de ce marxisme maoïste, ou de ce maoïsme marxiste à visées paysannes, fut le lancement du Grand Bond en avant (1958-1962), correspondant au deuxième plan quinquennal. L'une des réalisations les plus durables et les plus spectaculaires – celle des communes populaires – se traduisit, dans un premier temps, par le dépeuplement d'immenses zones rurales et un fantastique afflux vers les villes de paysans fuyant l'embrigadement. Les résultats ne se firent pas attendre : en 1959, le Tibet se soulevait, tandis que l'URSS de Khrouchtchev retirait son aide économique (juin 1960)

à son (mauvais) élève chinois, aussi peu orthodoxe sur le plan de la doctrine, qu'efficace sur celui de la production. Mao, pris dans la tourmente qu'il avait lui-même fait lever, dut céder la direction de l'État à Liu Shaoqi. Il était temps : le spectre de la famine rôdait dans les campagnes et devait y rester pendant deux ans (1960-1961). Les estimations les moins pessimistes font état, en ces longs mois difficiles, d'au moins 15 millions de morts de faim ou des suites des privations endurées.

À côté de Liu Shaoqi, cependant, œuvrait un personnage dont on devait reparler : Deng Xiaoping. Il contribua notablement à faire annuler le Grand Bond en avant, tout comme sa politique catastrophique de petite industrialisation des villages. Les champs furent rendus à l'agriculture et des populations de paysans déracinés commencèrent à refluer au pays natal. Du Grand Bond en avant, il ne resta au bout du compte que quelques barrages et hauts fourneaux miniatures, dont les carcasses vides apparaissent parfois encore dans le paysage rural, comme autant d'épaves, conçues à l'encontre du cours que suit habituellement le développement technologique dans les autres pays.

LES RÉVOLUTIONS CULTURELLES

Pour un étranger, l'affaire était incompréhensible. Qui cherchait, en ce mois de juillet 1966, à obtenir un visa pour Pékin se voyait aimablement et implacablement refoulé, renvoyé à demain – même quand on était français

– et donc bien vu depuis que le général de Gaulle avait reconnu le gouvernement de Chine populaire en 1964 –, même quand on séjournait à Hong-Kong, où le consulat chinois se montrait habituellement plutôt généreux. Mais dans ces semaines-là, le « rideau de bambou », comme aimaient à le nommer les commentateurs occidentaux, restait irrémédiablement fermé. Tout le monde finit par s'y faire : il ne devait s'entrouvrir à nouveau qu'en 1972.

Tout cela parce qu'en Chine Mao se sentait en perte de vitesse, confondu par ses échecs économiques retentissants, contesté pour son intransigeance doctrinale fumeuse et repoussé au rang vénérable de grand fondateur, c'est-à-dire exclu de l'action directe.

Pour faire pièce à ses camarades de combat qui le mettaient ainsi avec beaucoup d'égards sur la touche, Mao rameuta donc les seuls qui pouvaient encore croire en lui : les jeunes, voire les très jeunes. Il les mua en de terribles machines de guerre lancées contre ses contemporains et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, détenaient une parcelle d'autorité. Ainsi venait de commencer la Révolution culturelle. La littérature chinoise des années 80 – bien illustrée par de multiples traductions en langues occidentales – en a diffusé auprès d'un large public les « cicatrices » ineffaçables, défigurant tant les âmes que les corps de victimes innombrables.

Il y eut pourtant une sorte d'embellie, quand le gouvernement de Pékin présenta, d'abord à Paris (1973), puis à travers le monde, la première grande exposition de son patrimoine archéologique – indéniable opération de prestige, menée cependant par des hommes qui pouvaient montrer, aussi, une grande culture et du désintéressement,

comme Zhou Enlai et Guo Moruo. Mais les portes se refermèrent aussi vite qu'elles s'étaient entrebâillées. Dès 1974, les intellectuels furent en masse déportés en province afin d'y apprendre le métier que les lettrés chinois avaient toujours porté théoriquement aux nues (sans le pratiquer) : celui de paysan. Les étudiants étrangers effectuant des stages linguistiques durent suivre le mouvement. Bien des amitiés naquirent alors, entre jeunes bourgeois d'Occident, brutalement projetés dans des campagnes d'un autre âge, et leurs familles d'accueil. La dureté de la vie endurée ensemble et la découverte de mondes que les uns comme les autres ignoraient les lièrent parfois durablement.

Pendant ce temps, l'entourage d'un Mao vieillissant commençait à préparer sa succession et la sortie d'un cauchemar qui devrait bien finir un jour. L'épouse du dictateur, la tristement célèbre Jiang Qing, continuait d'imposer plus féroce que jamais la disparition des livres (à l'exception du fameux *Petit livre rouge*, élevé au rang de bible du bon citoyen) et la réduction de toute la création artistique à la célébration du seul culte du Grand Timonier et de sa compagne.

En janvier 1975, Zhou Enlai annonça certes les « quatre modernisations », mais il fallut attendre encore un an pour que la bande des Quatre (Jiang Qing et ses acolytes) puisse être pour de bon éliminée (début 1976). Puis, enfin, Mao mourut (le 9 septembre 1976). Mais deux ans passèrent encore avant que le XIII^e plénum du Parti communiste chinois ne lance enfin les réformes (décembre 1978) tant attendues.

LA LIBÉRALISATION ?

Celles-ci furent menées de fait, et de manière dictatoriale, par le groupe central du Parti communiste qui en édicta (printemps 1979) les quatre principes fondamentaux. Elles donnèrent aussitôt des résultats inespérés. La production agricole – dont les paysans furent autorisés à vendre une partie sur des marchés libres – s'envola comme par enchantement. En 1982, Deng Xiaoping, le grand inspirateur et organisateur de ce mieux-être, passait à la fois pour le père et le libérateur de la nation. Et les agriculteurs, après avoir été les parias des communes populaires, accumulaient les richesses, bâtissaient enfin les belles maisons de briques dont ils rêvaient et alimentaient les comptes des banques populaires.

Ce que les Occidentaux ne comprirent généralement pas à ce moment était que ce mouvement n'avait rien de « libéral », pas plus que la démocratisation ne pouvait, et ne peut encore, sortir comme par enchantement et inévitablement de la réforme économique. Le délit contre-révolutionnaire, inscrit dans le droit chinois en 1949, existe toujours et, si les camps de travaux forcés n'ont plus pour but de rééduquer les citoyens dévoyés, ils n'en ont pas disparu pour autant : intégrés à l'économie nationale grâce à des sociétés de couverture, ils canalisent les détenus vers les autels de la productivité et de l'exportation de produits fabriqués à bas prix. Les Cassandre de tous horizons disent qu'il n'y a pour l'instant qu'un seul gagnant : le profit – cette notion même qui faisait tant horreur à Confucius, elle et seule qui anime désormais des villes entières où s'affirment à

nouveau les vieux clivages entre extrême richesse et grande pauvreté.

Ce n'est pas un hasard si Deng Xiaoping – homme du Sichuan –, voulant relancer l'activité du pays après le choc politique de Tian'anmen, a enraciné les projets auxquels il tenait le plus très loin de la capitale : au Guangdong, où se trouvent les zones économiques spéciales, devenues bien vite, dans la presse étrangère, la *Gold Coast*. Il fallait s'éloigner de Pékin pour échapper à la lourdeur et aux archaïsmes du Parti, certes, mais aussi pour respecter les soucis d'un honnête gestionnaire. Si l'expérience connaissait le succès, tout le monde en profiterait ; si, à l'inverse, elle échouait, le gouvernement central n'en serait pas éclaboussé. La simple prudence affleure toujours en Chine derrière les décisions les plus radicales.

Et pourtant, les observateurs pressés n'en tiennent aucun compte. Oublieux de ce point d'équilibre – le « juste milieu », comme le traduisaient les jésuites – auquel Confucius recommandait tant de se tenir, et même de s'accrocher, ils tombent généralement dans deux pièges : ne voir que les progrès de cette large frange « aurifère » ou ne prendre en compte que le retard de l'ouest du pays, mi-pleurant, mi-s'extasiant sur le sort des pêcheurs et des minuscules exploitants agricoles qui vivent encore comme au temps de l'an 1 000. En fait, zone ouest et zone côtière ont vécu et vivent toujours décalées, même si la facilité des communications entraîne aujourd'hui une plus grande et plus rapide diffusion des formes de vie modernes.

Mais il existe une véritable disparité culturelle, au moins aussi visible que la disparité économique et beaucoup

Histoire de la Chine

plus difficile à combler. L'enclavement, l'isolement de certaines régions risque de les rejeter pour longtemps en dehors de la nation dont les espaces les plus favorisés sont en train d'inventer une forme de nouvelle Chine : une sorte de culture urbaine internationale, futuriste et en même temps branchée sur un passé reconstitué, imaginaire. Une culture typiquement citadine et médiatique que la Chine, majoritairement paysanne, ne connaissait pas.

Le gouvernement, pour sa part, accompagne le mouvement sans perdre de vue ses objectifs, surtout quand ils sont porteurs de signification : Hong-Kong rentrant dans le giron continental en est un symbole puissant, tout comme les mesures sévères prises et réitérées constamment à l'encontre des tendances non alignées issues des événements de Tian'anmen.

Pékin a montré depuis longtemps sa capacité à surmonter – sans compassion – les pires contestations et à gérer sans états d'âme les situations les plus dramatiques. La vie continue, violente par nature. L'histoire chinoise est une suite à jeu ouvert.

La conscience concerne d'abord le passé. Il ne peut y avoir en nous de phénomène de conscience sans connaissance... Que ce soit un connu de façon perceptive, intellectuelle, intuitive, directe ou indirecte, claire et distincte ou vague et peu différencié, formulée ou informulée, un phénomène de conscience est une présence de connu. Or, il ne peut y avoir de connu que du passé. Inversement... ce que nous appelons passé est le connu qui n'est pas – ou n'est plus – perçu (le perçu étant identifié avec le présent) et ce que nous appelons futur est, tout simplement, l'inconnu. La conscience, présence du connu, est donc en nous présence du passé.

Henri ATLAN, *Entre le cristal et la fumée*, Paris,
Le Seuil, 1979, p. 140.

CHRONOLOGIE

– 5000

Plein **Néolithique**. Céramique de Yangshao.

– 3000

Néolithique final. Céramique de Longshan et de Dawenkou (Shandong).

Cultures de Hongshan (Liaoning) et de Liangzhu (Shanghai).

– 2000

Étape dite des Xia (Erlitou, au Henan).

– 1700

Âge du **Bronze**. Dynastie des Shang.

– 1400

Transfert de la capitale à Anyang.

– 1100

Zhou occidentaux.

– 770-453

Période dite des PRINTEMPS ET DES AUTOMNES.

Âge du Fer.

– 512 Sun Tzu l'art de la guerre

Histoire de la Chine

– 563

Date traditionnelle de la naissance du Bouddha.

551-479 : *Confucius.*

478 : Construction du premier temple de Confucius.

– 475-221

Période des ROYAUMES COMBATTANTS.

369-286 Zhuang
(Lao Tseu)

– 221

Fondation de l'Empire : règne de QIN SHIHUANGDI (mort en 210 avant notre ère).

– 206-24

Dynastie des HAN OCCIDENTAUX.

9-24 : Usurpation de Wang Mang.

25-220

Dynastie des HAN ORIENTAUX.

220-265

Période des TROIS ROYAUMES : Wei (220-265), Wu (222-280), Shu (221-263).

265-316

Dynastie des JIN OCCIDENTAUX.

317-420

Dynastie des JIN ORIENTAUX (capitale : Nankin).

420-581

Époque dite des DYNASTIES DU NORD ET DU SUD.

386-534

Dynastie des WEI SEPTENTRIONAUX.

496

Les Wei septentrionaux unifient le Nord de la Chine et transportent leur capitale à Luoyang.

589-618

Réunification totale de la Chine sous la dynastie des **SUI**.

618-907

Dynastie des **TANG**.

626-649

Règne de Taizong.

629 : Xuanzang quitte la Chine pour se rendre en Inde.

630 : L'empereur Taizong des Tang fait construire dans toute la Chine des temples de Confucius.

649-683

Règne de Gaozong.

684-704 : Règne de l'impératrice Wu (Wu Zetian).

694 : Le culte manichéen est autorisé à la cour.

712-756

Règne de Xuanzong.

755 : Révolte d'An Lushan.

845 : Proscription des religions étrangères (le bouddhisme est le premier visé).

907-960

Époque dite des **CINQ DYNASTIES**.

916-1125

Dynastie Qidan des **LIAO**, dans le nord de la Chine.

Histoire de la Chine

960-1127

Dynastie des SONG (SONG SEPTENTRIONAUX).

1100-1125

Règne de Huizong.

1115-1234

Dynastie Jurchet des JIN, au nord de la Chine.

1127-1279

Dynastie chinoise des SONG MÉRIDIONAUX.

1234 : Les Jin, en Chine du Nord, disparaissent sous les coups des Mongols.

1260-1294

Règne de Qubilai (nom de règne chinois : Shizong).

1274 : Les Mongols tentent de débarquer au Japon.

1271-1368

Dynastie mongole des YUAN.

1275-1291 : Marco Polo au service de Qubilai.

1279 : Les Yuan règnent sur l'ensemble de la Chine.

1281 : Construction de Dadu, ou Khanbaliq (Pékin), capitale des Yuan, en Chine.

Seconde tentative mongole d'invasion du Japon.

1368-1644

Dynastie chinoise des MING.

Règne de Hongwu (1368-1399).

Règne de Yongle (1403-1425).

Début de l'âge d'or des « bleu-et-blanc » (*qinghua*).

Règne de Wanli (1573-1620).

1583 : Réforme fiscale du « coup de fouet unique ».

Matteo Ricci arrive à Macao.

1601 : Matteo Ricci s'installe à Pékin.

1616

Nurhaci, chef des Mandchous, fonde la dynastie des Jing postérieurs.

1621-1625

Règne de Tianqi.

Puissance de l'eunuque Wei Zhongxian. Le parti Donglin tente de lui résister.

1622 : Les Hollandais cherchent à prendre Macao aux Portugais.

1625

1621 : Nurhaci installe sa capitale à Moukden (Shenyang).

1624 : Les Hollandais s'établissent à Formose.

1628-1644 : Règne de Chongzhen.

1629 : Abahai campe aux portes de Pékin.

1630 : Coalition des « huit rois » (dont Li Zicheng).

Zheng Zhenggong se rallie aux Ming.

1636 : Abahai prend le nom dynastique de Qing.

1637 : Organisation des Mandchous en « huit bannières ».

1644-1911

Dynastie mandchoue des QING.

1644-1661 : Règne de Shunzhi.

1659 : Le père Ferdinand Verbiest entre en Chine.

1661 : Shunzhi meurt de la variole.

Les Russes arrivent sur le fleuve Amour.

1662-1723

Règne de Kangxi.

1664 : Yang Guangxian lance le mouvement antichrétien.

1665 : Édité antichrétien.

1667 : Le jeune Kangxi prend personnellement le pouvoir.

Les Qing prennent le contrôle du Fujian.

1668 : Huang Zongxi fonde à Ningbo l'académie Zhengren, pour rompre avec la tradition scolaire des Ming, fondée sur l'art de la citation.

Histoire de la Chine

1669 : Le père Verbiest et ses confrères reprennent leur place au bureau du calendrier.

1671 : Code des Qing.

1674 : Révolte des Trois Feudataires (Fujian, Guongdong, Sichuan, Yunnan). Wu Sangui appelle à la révolte nationale contre les Mandchous.

1676 : Soumission du Fujian.

1677 : Soumission de Canton.

1678 : Mort de Wu Sangui.

1681 : Occupation du Yunnan ; c'est la fin de la révolte des Trois Feudataires.

1682 : Nomination d'un gouverneur russe à Albazin, sur l'Amour. Wu Li entre dans la compagnie de Jésus.

1683 : Annexion du royaume autonome de Taiwan.

1688 : Wu Li est ordonné prêtre.

1689 : Traité sino-russe de Nertchinsk : l'Amour reste à la Chine.

1691 : Soumission de la Mongolie et établissement de son statut.

1692 : Édits de tolérance en faveur du christianisme.

1696 : Les troupes chinoises écrasent Galdan (chef dzoungar, c'est-à-dire des Mongols occidentaux).

1715 : Rome condamne les « rites chinois ».

1717 : Kangxi interdit la prédication du christianisme.

1720 : Invasion du Tibet, placé sous protectorat chinois, sous la raison officielle qu'il faut le protéger des visées mongoles.

1722 : Le 20 décembre : mort de Kangxi.

1723-1736

Règne de Yongzheng.

1724 : Expulsion de tous les missionnaires, sauf les savants et ingénieurs.

1731 : Reprise de la lutte contre les Dzoungars.

1736-1796

Règne de Qianlong.

1736 : Qianlong.

Interdiction du christianisme.

Chronologie

1740 : Création du Nanfu : organisme chargé des spectacles à la cour.

1750 : Révolte du Tibet.

1757 : Annexe de la Dzoungarie, par le général Zhao Hui : les Dzoungars, décimés, sont remplacés par des colons venus de Chine.

1759 : Le général Zhao Hui conquiert le Xinjiang.

1761 : Création de la société secrète du Ciel et de la Terre (*Tiandihui*).

1775 : Campagne contre les Miao du Guizhou.

1790 : Fêtes du 80^e anniversaire et de la 55^e année de règne de Qianlong.

1792 : Campagne du Népal ; les Gourkhas se reconnaissent tributaires de la Chine.

1796-1821

Règne de Jiaqing.

1805 : Édit de persécution contre les chrétiens.

1813 : La société secrète de la Raison céleste (issue du Lotus blanc) attaque le Palais impérial.

1821-1851

Règne de Daoguang.

1839 : Suspension de tout commerce avec la Grande-Bretagne.

1840 : Guerre de l'Opium.

1842 : Les Anglais commencent à s'installer à Hong-Kong.

Traité de Nankin : ouverture aux étrangers des ports de Canton, Xiamen, Fuzhou, Ningbo, Shanghai.

1844 : Traités de Whampoa : l'un règle les rapports avec les Américains, l'autre les rapports avec les Français.

1850 : Révolte des Taiping, au Guangxi.

1851-1862

Règne de Xianfeng.

1853 : Les Taiping prennent Nankin : Hong Xiuquan fonde le *Taiping tianguo*. Les Taiping se préparent à attaquer Shanghai et marchent sur Tianjin.

Histoire de la Chine

1856 : Révolte des musulmans du Yunnan.

1860 : Sac du palais d'Été.

Traités de Pékin ; début du mouvement des Affaires occidentales (*Yangwu yundong*).

1862-1875

Règne de Tongzhi.

1865 : La Kachgarie se déclare indépendante.

1870 : Des Français sont tués à Tianjin.

1875-1908

Règne de Guangxu.

1877 : Nouvelle annexion de la Kachgarie.

1879 : Le Japon annexe les Liuqiu (Ryûkyû).

1880-1881 : Guerre sino-russe.

1884-1885 : Guerre sino-française.

1887 : Début de crues catastrophiques dans le bassin du fleuve Jaune. Elles dureront jusqu'en 1890.

1894-1895 : Guerre sino-japonaise. Traité de Shimonoseki : le Japon prend Taiwan.

Début du mouvement *yangwu* (pour l'occidentalisation des techniques, tout en préservant la culture chinoise).

1897 : La société secrète des Grands Couteaux s'en prend aux Allemands ; en représailles, ces derniers s'installent à Qingdao (Shandong).

1898 : La Russie s'installe à Port-Arthur (Dalian), la Grande-Bretagne au Shandong.

Les Cent jours de réformes.

Les Français commencent la construction du chemin de fer du Yunnan.

1899-1900 : Révolte des Boxeurs (Yihequan). Siège des légations. Fuite de la cour à Xi'an. Retour au calme. Début de la « nouvelle politique » (*xinzheng*) de Cixi. Les Russes, ayant achevé la construction du transmandchourien, s'installent en Mandchourie.

Chronologie

1902 : La Grande-Bretagne promet d'appuyer le Japon en cas de guerre avec la Russie.

1905 : Guerre russo-japonaise. Défaite de la flotte russe à Tsushima. Traité de Portsmouth. Abolition du système des examens officiels.

1908 : Mort de Guangxu et de Cixi.

1909 : Établissement des assemblées provinciales et d'une Assemblée nationale.

Les notables de Shanghai réclament une Constitution.

1909-1912

Règne de Xuantong (Puyi).

Les Français achèvent la construction du chemin de fer du Yunnan.

1911 : 2 octobre : soulèvement de la garnison de Wuchang. Proclamation de la République.

1912 : 1^{er} janvier : fondation de la République à Nankin.

12 février : Puyi remet le pouvoir entre les mains de Yuan Shikai ; disparition officielle de la dynastie des Qing.

25 août : congrès de fondation du *Guomindang*.

1913 : Dissolution du Guomindang.

1914 : Renvoi du Parlement ; dissolution des assemblées régionales

1916 : 6 juin : mort de Yuan Shikai. Début de l'ère dite des « seigneurs de la guerre ».

1919 : 4 mai : manifestation des étudiants de Pékin et lancement du mouvement de réforme culturelle de la société.

1920 : 8 juillet : fondation du Parti nationaliste chinois (*Zhongguo guomindang*).

1921 : 1^{er} juillet : fondation, à Shanghai, du Parti communiste chinois (*Zhongguo gongchangdang*).

1927 : Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) lâche les communistes.

1937 : Début de l'invasion japonaise.

1949

RÉPUBLIQUE POPULAIRE.

1949 : Victoire des communistes. Fondation de la République populaire.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie relative à l'histoire chinoise, comme on sait, est foisonnante. Il n'est donc pas question d'en dresser ici un quelconque catalogue. Il semble intéressant, en revanche, de signaler un choix d'ouvrages parus en Occident au cours des dix dernières années pour la plupart : des travaux d'une grande qualité, tout en restant susceptibles d'intéresser un public assez large. Leur simple liste donne la mesure de l'intérêt suscité par le sujet et des multiples facettes de la recherche.

Une dernière précision : cette *Histoire de la Chine* est délibérément conçue pour les non-spécialistes ; elle est faite pour éveiller, et non pour enseigner. Les titres en chinois n'ont donc pas leur place ici. Les sinisants qui, d'aventure, viendraient à lire ce livre pourront se reporter à la *Revue bibliographique de sinologie* (Paris, publications de l'École des hautes études en sciences sociales, un numéro annuel) : ils y trouveront, classées par matière et par époques, des présentations des principaux titres à connaître, tant en langues occidentales qu'en chinois ou en japonais.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

ALLETON, Viviane, *Les Chinois et la passion des noms*, Paris, Aubier, 1993. 275 p.

BROC, Numa, *Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIX^e siècle*, tome II : *Asie*, Paris, éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1992. xxvi + 452 p.

DARROBERS, Roger, *Le Théâtre chinois*, Paris, Presses universitaires de France (collection « Que sais-je ? »), 1995. 128 p.

DESPEUX, Catherine, *Taoïsme et corps humain : le Xiu-zhentou*, Paris, Guy Trédaniel, 1994. 237 p.

ELISSEEFF, Danielle, *La Femme au temps des empereurs de Chine*, 2^e éd., Paris, Hachette, « Le Livre de poche », 1991.

ELISSEEFF, Danielle et Vadime, *La Civilisation chinoise classique*, Paris, Arthaud, 2^e éd., format de poche, 1988. 600 p.

FAIRBANK, John King, *China. A New History*, Cambridge, MA, The Belknap Press of Harvard University Press, 1992. xvii + 519 p.

GERNET, Jacques, *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1990.

L'Intelligence de la Chine. Le social et le mental, Paris, Gallimard, 1994. 395 p.

HENRIOT, Christian (éd.), *La Femme en Asie orientale. Politique, société, littérature*, Lyon, université Jean-Moulin, Lyon III, Centre rhônalpin de recherche sur l'Extrême-Orient contemporain, 1988. 129 p.

JULLIEN, François, *Le Détour et l'Accès. Stratégies du sens en Chine, en Grèce*, Paris, Grasset, 1995. 350 p.

Éloge de la fadeur. À partir de la pensée et de l'esthétique de la Chine, Paris, Philippe Picquier, 1991. 142 p.

KRIEGER, Silke, Trauzettel, Rolf (eds.), *Konfuzianismus und die Modernisierung Chinas*, Mainz, Hase und Koehler, 1990.

— LAGERWAY, John, *Le Continent des esprits : la Chine dans le miroir du taoïsme*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1991. 172 p.

NEEDHAM, Joseph (Georges Métailié éd.), *Dialogue des civilisations : Chine-Occident, pour une histoire œcuménique des sciences*, Paris, La Découverte, 1991. 367 p.

ROBINET, Isabelle, *Histoire du taoïsme des origines au XIV^e siècle*, Paris, éditions du Cerf, 1991. 269 p.

Introduction à l'alchimie intérieure taoïste. De l'unité et de la multiplicité, Paris, éditions du Cerf, 1995. 276 p.

— SENER, Harro von, *Stratagèmes, trois millénaires de ruses pour vivre et survivre*, préface de Jacques Gernet, Paris, Interéditions, 1992. 296 p.

VANDERMEERSCH, Léon, MIZOGUCHI Yuzo, *Confucianisme et sociétés asiatiques*, Paris, L'Harmattan, 1991. 190 p.

WATSON, William, *L'Art de l'ancienne Chine*, Paris, Mazenod-Citadelle, 4^e éd., 1993. 550 p.

The Arts of China to AD 900, New Haven, Yale University Press, 1995. 276 p.

OUVRAGES CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Antiquité

LÉVY, André, *Les Entretiens de Confucius et de ses disciples*, Paris, Flammarion, 1994. 256 p.

PHILASTRE, Paul-Louis-Félix (trad.), *Le Yijing*, Paris, Zelma, 1992. 890 p. (présentation de François JULLIEN).

Histoire de la Chine

SCARPARI, Maurizio, *La Concezione della natura umana in Confucio e Mencio*. Venezia, Cafoscarina, 1991. 218 p.

China's Buried Kingdoms, Alexandria, VA, Time-Life Books, 1993. 168 p.

Les premiers empires

BLANCHON, Flora (éd.), *Les Guerriers de l'éternité*, Metz, éditions Serpenoise, 1992. 88 + xxx p.

DEAN Kenneth, MASSUMI, Brian, *First and Last Emperors. The Absolute State and the Body of the Despot*, Brooklyn, NY, Autonomedia, 1992. 208 p.

IDEMA, W. L., ZÜRCHER, E., (eds.), *Thought and Law in Qin and Han China*, Leiden, E. J. Brill, 1990. ix + 244 p.

LE BLANC, Charles, MATHIEU, Rémi (éds.), *Mythe et philosophie à l'aube de la Chine impériale. Études sur le Huainanzi*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal/Paris, De Boccard, 1992. 240 p.

LOEWE, Michael, *Divination, Mythology and Monarchy in Han China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994. xix + 353 p.

PIRAZZOLI-T'SERSTEVENS, Michèle, *La Chine des Han, histoire et civilisation*, Fribourg, Office du livre, 1983. 300 p.

THOTE, Alain (éd.), *Chine antique : voyage de l'âme*, Daoulas, Centre culturel abbaye de Daoulas, 1992. 100 p.

Les dynasties du Nord et du Sud

LIU MING-WOOD, *Madhyamika Thought in China*, Leiden, E. J. Brill, 1994. xiii + 261 p.

ZÜRCHER, Erik, *Bouddhisme, christianisme et société chinoise*, Paris, Julliard, 1990. 95 p.

Dynastie des Tang

BOL, Peter K., «*This Culture of Ours* ». *Intellectual Transitions in T'ang and Sung China*, Stanford, Stanford University Press, 1992. 519 p.

EBREY, Patricia B., Peter, N., Gregory, (eds.), *Religion and Society in T'ang and Sung China*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1993. 379 p.

FAURE, Bernard, *Le Bouddhisme Ch'an en mal d'histoire. Genèse d'une tradition religieuse dans la Chine des T'ang*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1989. xii + 245 p.

KUO Li-ying, *Confession et contrition dans le bouddhisme chinois du v^e au x^e siècle*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1994. 236 p.

MAYER, Alexander Leonhard, Röhrborn, Klaus (eds.), *Xuanzang's leben und Werk. 1 : Xuanzang, Übersetzer und Heiliger*, Wiesbaden, Otto Harassowitz, 1992. 388 p.

TEISER, Stephen F., *The Scripture on the Ten Kings and the Making of Purgatory in Medieval Chinese Buddhism*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1994. 340 p.

VERELLEN, Franciscus, *Du Guangting (850-933), taoïste de cour, à la fin de la Chine médiévale*, Paris, Collège de France, 1989. 2 + 5 + 263 p.

Dynastie des Song

EBREY, Patricia Buckley, *Chu Hs'i Family Rituals. A Twelfth Century Chinese Manual for the Performance of Cappings, Weddings, Funerals and Ancestral Rites*, Princeton, Princeton University Press, 1991. xxxi + 234 p.

GRAHAM, A.C., *Two Chinese Philosophers. The Metaphysics of the Brother Ch'eng*, La Salle, Open Court, 1992. xxiii + 201 p.

Histoire de la Chine

- HYMES, Robert P., SCHIROKAUER, Conrad, *Ordering the World. Approaches to State and Society in Sung Dynasty*, Berkeley, CA, University of California Press, 1993. 437 p.
- LEE, H. C. Thomas, *Government Education and Examinations in Sung China*, Hong-Kong, The Chinese University Press, 1985. xi + 327 p.
- MCKNIGHT, Brain E., *Law and Order in Sung China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992. 541 p.
- TILLMAN, Hoyt Cleveland, *Confucian Discourse and Chu Hsi's Ascendancy*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1992. xv + 328 p.

Dynastie des Yuan

- FRANKE, Herbert, *China under Mongol Rule*, Aldeshot (Hampshire, UK), Variorum, 1994. x + 324 p.
- ONON URGUNGE, *The History and the Life of Chinggis Khan. The « Secret History of the mongols »*, Leiden, E. J. Brill, 1990. xx + 183 p.
- RACHEWILTZ, Igor de, CHAN Hok-lam, HSIAO Ch'i-ch'ing, GEIER, Peter W. (eds.), *In the Service of the Khan. Eminent Personalities of the Early Mongol-Yuan Period (1200-1300)*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1993. xlvi + 808 p.
- ROSSABI, Morris, *Kubilai Khan, empereur de Chine*, Paris, Librairie académique Perrin, 1991. 261 p.

Dynastie des Ming

- CARRÉ, Dominique, DESROCHES, Jean-Paul, GODDIO, Franck (éd.), *Le San-Diego. Un trésor sous la mer*, Paris, Réunion des Musées nationaux, 1994. 379 p.
- CARTIER, Michel, *Une réforme locale en Chine au xv^e siècle : Hai Rui à Chun'an, 1558-1562*, Paris/La Haye, Mouton, 1973.

- DESROCHES, Jean-Paul (éd.), *Du Tage à la mer de Chine. Une épopée portugaise*, Paris, Réunion des Musées nationaux, 1992. 214 p.
- LEVATHES, Louise, *When China Ruled the Seas. The Treasure Fleet of the Dragon Throne*, New York, Simon & Schuster, 1994. 252 p.
- STRUVE, Lynn A., *The Southern Ming, 1644-1661* (cf. rbs 1985, n° 164).
- TONG, James W., *Disorder under Heaven. Collective Violence in the Ming Dynasty*, Stanford, Stanford University Press, 1991. xvi + 325 p.
- VÄTH, Alfons, VAN HEE, Louis, *Johann Adam Schall von Bell s.j. Missionar in China, kaiserlicher Astronom und Ratgeber am Hofe von Peking, 1592-1666*, Eins Lebens und Zeitbild. Nettetal, Steyler Verlag, 1991. 424 p.
- VERGNAUD, Jean-François, *La Pensée de Gu Yanwu (1613-1682) : essai de synthèse*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1990. vi + 271 p.

Dynastie des Qing

- BARTLETT, Beatrice S., *Monarchs and Ministers. The Grand Council in Mid-Ch'ing China, 1723-1820*, Berkeley, CA, University of California Press, 1991. xxi + 417 p.
- BICKERS, Robert A., *Ritual and Diplomacy. The Macartney Mission to China, 1792-1794*, London, The Wellsway Press, 1993. 93 p.
- BUTEL, Paul, *L'Opium. Histoire d'une fascination*, Paris, Perrin, 1995. 493 p.
- DURAND, Pierre-Henri, *Lettrés et pouvoir : un procès littéraire dans la Chine impériale*, Paris, éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1992. 468 p.

Histoire de la Chine

JAMI, Catherine, DELAHAYE, Hubert (éds.), *L'Europe en Chine. Interactions scientifiques, religieuses et culturelles aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Collège de France, Institut des hautes études chinoises, 1993. 256 p.

PEYREFITTE, Alain, *L'Empire immobile ou le choc des mondes*, Paris, Fayard, 1989. 552 p.

Un choc de cultures : la vision des Chinois, Paris, Fayard, 1991. 522 p.

REYNOLDS, Douglas R., *China, 1898-1912. The Xinzheng Revolution and Japan*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1993. xxi + 308 p.

WALTER, Xavier, *John Barrow, un Anglais en Chine au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1994. 471 p. (préface d'Alain Peyrefitte).

WILL, Pierre-Étienne, « La paperasse au secours de l'homme. Communication et militantisme, 1600-1850 », in *Études chinoises*, XIII, 1-2, 1994, p. 65-108.

« Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle : sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing », in *Études chinoises*, VIII, 1, 1989, p. 69-142.

Le XX^e siècle : la République et la République populaire

BENTON, Gregor, *Mountain Fires. The Red Army's Three-Year War in South China, 1934-1938*, Berkeley, CA, University of California Press, 1992. xvi + 639 p.

BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-sen*, Paris, Fayard, 1994. x + 538 p.

BERGÈRE, Marie-Claire, BIANCO, Lucien, DOMES, Jürgen, *La Chine au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, 2 vol.

DOMENACH, Jean-Luc, RICHER, Philippe, *La Chine, 1949-1985*, Paris, Imprimerie nationale, 1987. 501 p.

Bibliographie

GUILLERMAZ, Jacques, *Une vie pour la Chine. Mémoires 1937-1993*, 2^e éd., Paris, Robert Laffont, 1994. ix + 447 p.

HENRIOT, Christian, *Shanghai 1927-1937 : élites locales et modernisation dans la Chine nationaliste*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1991. 342 p. (*Cahiers du Centre Chine*, 7).

JOYAUX, François, *La Tentation impériale : la politique extérieure chinoise depuis 1914*, Paris, Imprimerie nationale, 1994. 426 p.

MCCORD, Edward A., *The Power of the Gun. The Emergence of Modern Chinese Warlordism*, Berkeley, CA, University of California Press, 1993. x + 436 p.

ROUX, Alain, *Grèves et politique à Shanghai. Les désillusions (1927-1932)*, Paris, éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1995. 409 p.

Le Shanghai ouvrier des années trente : coolies, gangsters et syndicalistes, Paris, L'Harmattan, 1993. 334 p.

WOMACK, Brantly (ed.), *Contemporary Chinese Politics in Historical Perspective*, Cambridge, MA, Cambridge University Press, 1991. xiv + 334 p.

*Les divisions administratives de la Chine
aujourd'hui*



Le relief de la Chine

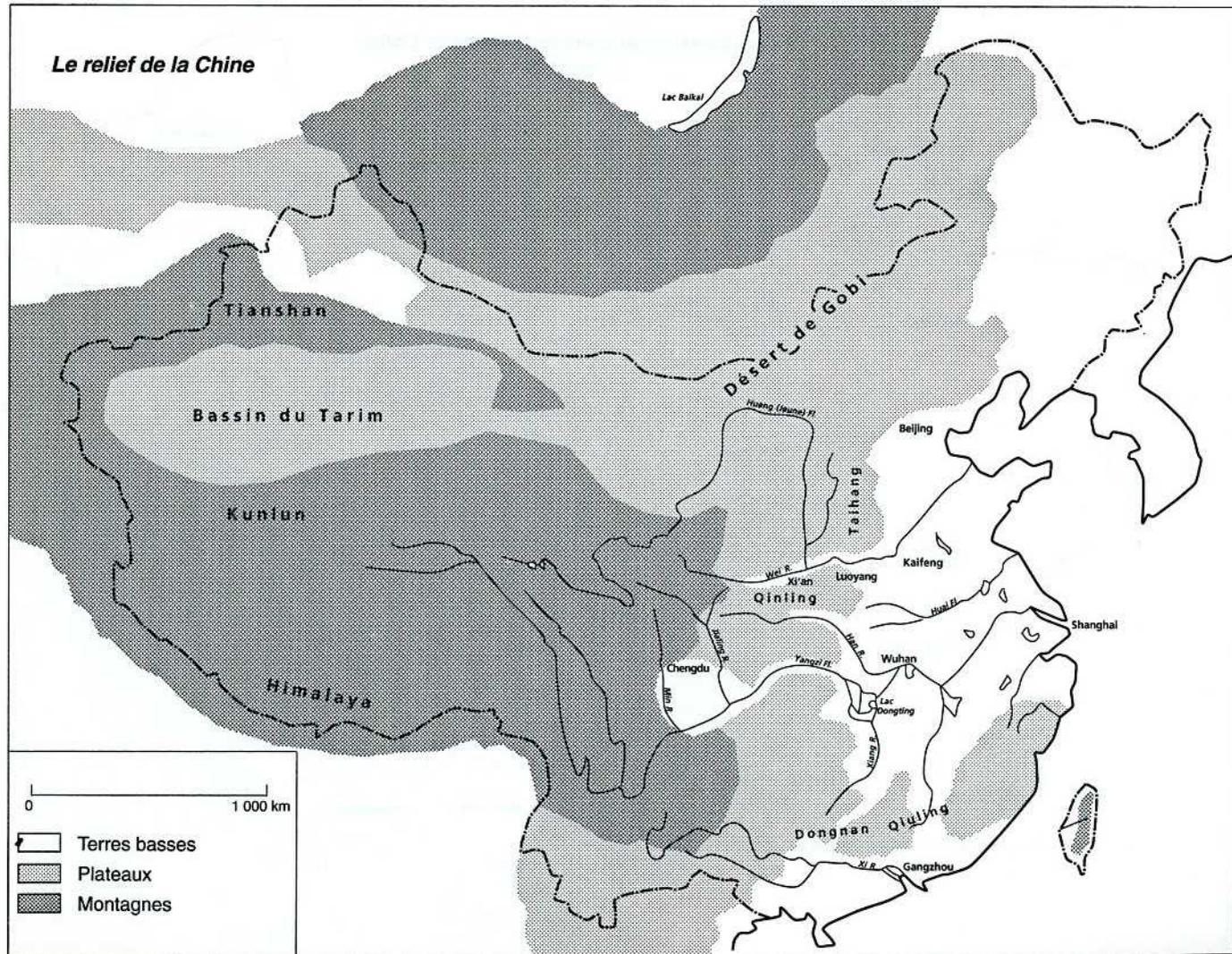


TABLE DES MATIÈRES

1. Visite des lieux	7
2. Premiers hommes et premières questions	11
3. Rien ne se crée, tout se transforme	15
4. Rois antiques aux casques d'airain : les Shang	21
5. Naissance de la philosophie	31
6. Les premiers empires	47
7. Les Trois Royaumes et les Six Dynasties	61
8. La dynastie des Tang	73
9. Les Cinq Dynasties et la réunification impériale	99
10. La dynastie des Song	107
11. L'école du Principe	123
12. Les Mongols en Chine : la dynastie des Yuan	131
13. Le retour de la Chine aux Chinois : la dynastie des Ming	155
14. La dynastie des Qing	179
15. La fin de l'Empire	229
16. Première moitié du xx ^e siècle : la République	243
17. La République populaire de Chine	257
Chronologie	267
Bibliographie	279
Cartes	288

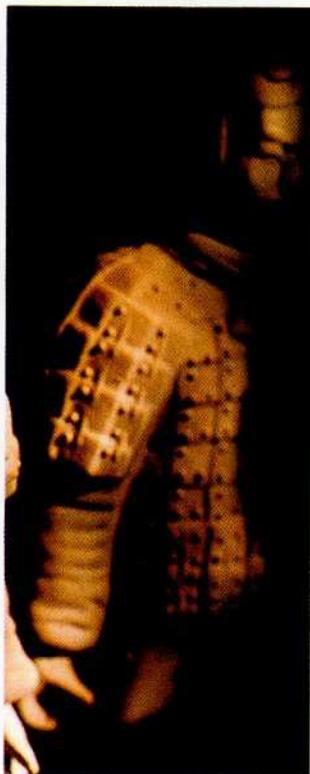
*Impression réalisée sur CAMERON
par BROADARD ET TAUPIN
La Flèche
en septembre 2007*

Edition exclusivement réservée aux adhérents du club
Le Grand Livre du Mois
15 rue des Sablons
75116 PARIS
réalisée avec l'autorisation des Éditions du Rocher

Imprimé en France
Dépôt légal : septembre 2007
N° d'impression : 43651

Danielle Élisseeff

HISTOIRE DE LA CHINE



De l'histoire multi-millénaire de la Chine l'imaginaire occidental ne retient que quelques images : le nom de Confucius, la poudre et la boussole, la Grande Muraille, les minuscules chaussures des dames ; peut-être encore le sac du Palais d'été. Pour l'époque contemporaine : Mao, sa longue marche, sa Révolution culturelle, son petit livre rouge.

Pourtant la Chine représente le quart du monde ; un pays étendu et peuplé comme un continent. Une puissance économique et militaire en pleine croissance. Une société en pleine mutation depuis quinze ans. En Chine cohabitent le communisme et le capitalisme, Confucius et Mao, cent normes imposées et cent valeurs issues du passé. Ces valeurs sont en voie d'être tolérées désormais, puisque la Chine commence à ouvrir ses archives, à encourager des fouilles, à accepter une recherche plus libre.

Cette *Histoire de la Chine* présente un panorama complet de l'évolution chinoise, du paléolithique à la république populaire. Agrémenté de cartes, d'une chronologie complète et d'une bibliographie fournie, cet ouvrage de synthèse ne néglige pas l'anecdote et sait mettre à la portée du plus grand nombre l'histoire d'une des civilisations les plus anciennes du monde.

Danielle Élisseeff est diplômée de l'École des Chartes, de l'École des Langues Orientales et de l'École des Hautes Études. Elle a déjà publié plusieurs ouvrages sur la Chine, dont La Femme au temps des empereurs de Chine (Stock, 1988, réédition Le Livre de Poche, 1990) et La Civilisation chinoise classique (Arthaud, 1988).



LE CLUB

22.11

